

MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY

DIPL MAG

N°499/23/06/14/HAAC

Janvier- Mars / January- March / N°18

**NOUVEAUX DÉFIS,
NOUVELLES
PERSPECTIVES**

**NEW CHALLENGES,
NEW PERSPECTIVES**



AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



**ICI TOUT TOURNE AUTOUR DE VOUS
BIENVENUE EN CLASSE BUSINESS**

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine

By H.E. Prof. Robert Dussey, Minister of foreign affairs, cooperation and african integration

L'année 2018 appartient au passé, la nouvelle ne vient que de commencer, celle à venir nous talonne déjà. Vladimir Jankélévitch se demandait un jour : « comment des années si courtes se fabriquent-elles avec des journées si longues ? » Le temps est fuite et lieu de déploiement de l'existence humaine. L'être humain naît dans le temps, vit dans le temps, agit dans le temps et meurt dans le temps. La dimension de la temporalité liée à l'action est très essentielle dans ce que la philosophe Hannah Arendt appelle le « domaine des affaires humaines ». Par nos actions, où qu'on soit, qui qu'on soit, quoi qu'on veuille, nous impactons le monde et de diverses manières.

L'histoire du monde dans une proportion non négligeable est celle de l'homme et de son action. Celle du Togo est celle de ses fils, leurs actions et interactions, engagements et espérances. Sur le plan diplomatique, l'année 2018 est marquée au Togo par un ensemble d'actions réalisées sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, dont la vision et l'esprit d'anticipation ont permis d'améliorer le rayonnement international du pays.

Le Togo a non seulement mis son leadership au service de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au cours de l'année écoulée, mais également organisé et abrité de grandes rencontres internationales, et préside actuellement le Groupe Central de Négociation des Etats ACP pour le post-Cotonou, l'accord de Cotonou arrivant à terme en février 2020. Le présent numéro de DIPLOMAG revient sur quelques séquences fortes de la diplomatie togolaise durant l'année 2018. Il s'agit pour la diplomatie togolaise d'une occasion d'écriture de soi dans une perspective rétrospective. Cet éditorial met en exergue dans une démarche synthétique deux moments clés de l'action diplomatique du Togo en 2018 et les perspectives pour cette nouvelle année.

The year 2018 is a thing of the past, the new one has only just begun, the one to come is already on our heels. Vladimir Jankélévitch once asked himself: «How can such short years be made with such long days? Time is flight and place of deployment of human existence. The human being is born in time, lives in time, acts in time and dies in time. The dimension of temporality linked to action is very essential in what the philosopher Hannah Arendt calls the «domain of human affairs». Through our actions, wherever we are, whoever we are, whatever we want, we impact the world in a variety of ways.

The history of the world in a not insignificant proportion is that of man and his action. That of Togo is that of his sons, their actions and interactions, commitments and expectations. At the diplomatic level, the year 2018 is marked in Togo by a series of actions carried out under the impetus of the President of the Republic, His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, whose vision and spirit of anticipation allowed to improve the international influence of the country.

Togo has not only put its leadership at the service of the Economic Community of West African States (ECOWAS) over the past year, but also organized and hosted major international meetings, and currently chairs the Central Negotiating Group of the ACP Group for the post-Cotonou, the Cotonou Agreement coming to an end in February 2020. This issue of DIPLOMAG looks back on some strong sequences of the Togolese diplomacy during the year 2018. This is for the Togolese diplomacy of an opportunity to write oneself in a retrospective perspective. This editorial highlights in a synthetic approach two key moments of the diplomatic action of Togo in 2018 and the perspectives for this new year.

...

••• LA PRÉSIDENTE TOGOLAISE DE LA CEDEAO : DES DÉFIS AUX RÉSULTATS TANGIBLES

Le Président de la République Togolaise a accédé à la tête de l'institution communautaire à un moment où elle s'était engagée dans un processus d'auto-transformation et de réforme institutionnelle, mais aussi devait faire face aux situations socio-politiques et sécuritaires de la région. Le Togo a donc hérité à son arrivée à la présidence de la CEDEAO des défis de l'Institution. Notre pays a ainsi piloté le processus de recrutement des nouveaux commissaires, juges et directeurs des départements de la CEDEAO. L'institution a aujourd'hui de nouveaux commissaires, juges et directeurs généraux chargés de la faire fonctionner et de travailler à la réalisation de ses objectifs et projets de développement.

Au nom des impératifs liés au développement, l'organisation veut consacrer l'essentiel de ses ressources au financement des projets de développement. Pour ce faire, la question de la réforme budgétaire de l'institution a été un axe central du travail du Togo au service de la communauté. Dans le registre socio-politique, la CEDEAO, sous l'impulsion du Togo, a fait avancer la situation en Guinée-Bissau. La question de la libre circulation des personnes et des biens et celles de la monnaie unique de la CEDEAO, de l'accord d'association avec la Mauritanie et de l'intégration du Royaume du Maroc à l'organisation sous-régionale ont connu des avancées sous la présidence togolaise de la CEDEAO.

Sur le plan sécuritaire et de la lutte contre le terrorisme, la CEDEAO sous le magistère et l'initiative du Togo a organisé, de concert avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), un sommet inédit le 30 juillet 2018 à Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. On sait, d'Erasmus à Jürgen Habermas aujourd'hui en passant par Gottfried Wilhelm Leibniz, Jean-Jacques Rousseau et Emmanuel Kant, que les défis et enjeux relatifs à la paix et à la sécurité des Etats-nations ont des ramifications qui dépassent les frontières nationales. La sécurité des Etats exige un certain niveau de stabilité internationale, leur paix domestique reste fragile dans un contexte (international, continental, régional ou interrégional) où les groupes extrémistes et terroristes tentent d'imposer leur loi. Le danger étant transnational, la riposte doit aussi l'être, d'où toute la pertinence du sommet interrégional de la CEDEAO et de la CEEAC sur la question. Les Etats des deux institutions ont pris conscience du fait que leur sécurité nationale passe par la stabilité régionale et interrégionale.

Le Togo a, en 2018, outre le sommet de la CEDEAO et de la CEEAC, abrité la conférence sur le marché unique du transport aérien en Afrique (MUTA), la 107^{ème} session du Conseil des ministres du Groupe ACP et la 43^{ème} session du Conseil des

TOGOLESE PRESIDENCY OF ECOWAS: CHALLENGES TO TANGIBLE RESULTS

The President of the Republic of Togo assumed leadership of the community institution at a time when it was engaged in a process of self-transformation and institutional reform, but also had to deal with socio-political and security situations of the region. Togo thus inherited the challenges of the institution when it arrived at the presidency of ECOWAS. Our country has thus steered the process of recruiting new commissioners, judges and directors of ECOWAS departments. Today, the institution has new commissioners, judges and general managers to make it work and to achieve its goals and development projects.

In the name of development imperatives, the organization wants to devote most of its resources to financing development projects. To do this, the issue of the institution's budget reform has been a central focus of Togo's work in the service of the community. In the socio-political register, ECOWAS, led by Togo, has made progress in Guinea-Bissau. The issue of the free movement of persons and goods and the ECOWAS single currency, the Association Agreement with Mauritania and the integration of the Kingdom of Morocco into the sub-regional organization have made progress under the Togolese Presidency of ECOWAS.

In terms of security and the fight against terrorism, ECOWAS under the magisterium and the initiative of Togo, together with the Economic Community of Central African States (ECCAS), organized an unprecedented summit on 30 July 2018 in Lomé on Peace, security, stability and the fight against terrorism and violent extremism. We know from Erasmus to Jürgen Habermas today through Gottfried Wilhelm Leibniz, Jean-Jacques Rousseau and Emmanuel Kant that the challenges and issues related to peace and security of nation-states have ramifications that go beyond the national borders. State security requires a certain level of international stability; their domestic peace remains fragile in a (international, continental, regional or interregional) context where extremist and terrorist groups try to impose their law. As the danger is transnational, the response must also be, hence the relevance of the interregional summit of ECOWAS and ECCAS on the issue. The states of both institutions have realized that their national security depends on regional and interregional stability.

Togo, in addition to the ECOWAS and ECCAS Summit, hosted in 2018 the Conference on the Single Market for Air Transport in Africa (MUTA), the 107th Session of the ACP Council of Ministers and the 43rd Session of the Council of ACP-EU ministers. The 107th session of the Lomé ACP Council of Ministers appointed Togo to chair the Central Negotiating Group (CBG) of the ACP bloc to negotiate a new partnership agreement with the European Union.

ministres ACP-UE. La 107^{ème} session du Conseil des ministres du Groupe ACP de Lomé a désigné le Togo pour assurer la présidence du Groupe Central de Négociation (GCN) du Bloc ACP chargé de négocier un nouvel accord de partenariat avec l'Union européenne.

LA PRÉSIDENTE TOGOLAISE DU GROUPE CENTRAL DE NÉGOCIATION DU BLOC ACP

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) renégocient actuellement les termes de leur partenariat avec l'Union européenne. Les négociations pour la conclusion d'un nouvel accord de partenariat avec la partie européenne ont été lancées le 28 septembre passé à New York en marge de la 73^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. Le Togo a l'honneur de présider le Groupe Central de Négociation des ACP en vue de la négociation d'un accord post-Cotonou juste, équitable et responsable. Le monde a profondément changé et l'accord en négociation devra être en phase avec la réalité du monde, ou mieux, en phase avec ce que les amis allemands appellent « der Zeitgeist », « l'esprit du temps », en langue française.

La décision des 79 pays membres des ACP de confier la présidence du GCN au Togo est une confirmation de plus du grand retour du Togo sur la scène diplomatique mondiale. L'histoire retiendra que le Togo a non seulement servi de cadre à la signature de quatre Conventions du partenariat ACP-UE, mais également présidé le GCN du Groupe ACP composé de douze pays chargé de superviser et d'orienter les négociations pour le post-Cotonou. En acceptant cette décision, le Togo est conscient de la responsabilité qui est la sienne. Dans cette optique, notre pays a pris part à plusieurs consultations sur le dossier. L'un des défis que les ACP devraient relever à l'interne avant le début des négociations était la préservation de la cohésion et de l'unité du Groupe. Des consultations de haut niveau ont permis de sauvegarder la cohésion et l'unité des ACP sans pour autant perdre de vue la volonté de l'Union Africaine et des Africains de négocier dans une relation d'intégrale égalité avec l'Europe. Le modèle d'accord de partenariat ACP-UE envisagé aura un socle commun applicable à tous les membres du partenariat. Le socle commun portera, entre autres, sur les objectifs, les priorités et les principes généraux de l'accord, mais également permettra le renforcement de la coopération entre l'Union Européenne et le Groupe ACP au niveau international. À l'étape actuelle, les deux parties ont clôturé le premier round des négociations ayant pour objet le socle commun de l'accord. Avec le Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement, négociateur en chef de l'UE, Monsieur Neven Mimica, nous avons fait le point sur l'évolution des négociations le 14 décembre passé à Bruxelles à la Maison des ACP. Les négociations avancent

THE TOGOLESE PRESIDENCY OF THE CENTRAL NEGOTIATING GROUP OF THE ACP BLOC

The African, Caribbean and Pacific (ACP) countries are currently renegotiating the terms of their partnership with the European Union. Negotiations for the conclusion of a new partnership agreement with the European side were launched on September 28 in New York on the sidelines of the 73rd regular session of the UN General Assembly. Togo has the honor of chairing the Central Negotiating Group of the ACP in view of negotiating a fair, equitable and responsible post-Cotonou agreement. The world has changed profoundly and the agreement in negotiation will have to be in line with the reality of the world, or better, in line with what the German friends call «der Zeitgeist», the «spirit of the time», in French.

The decision of the 79 ACP member countries to entrust the chairmanship of the GCN to Togo is yet another confirmation of Togo's great return to the world diplomatic scene. History will note that Togo has not only provided a framework for the signing of four ACP-EU Partnership Agreements, but also chaired the ACP Group of 12 countries, which is responsible for overseeing and guiding the negotiations for the post- Cotonou period.

In accepting this decision, Togo is aware of its responsibility. In this context, our country took part in several consultations on the file. One of the challenges that the ACP should face internally before the start of the negotiations was the preservation of the cohesion and unity of the Group. High level consultations have safeguarded ACP cohesion and unity without losing sight of the will of the African Union and Africans to negotiate in a relationship of full equality with Europe.

The ACP-EU partnership agreement model envisaged will have a common basis applicable to all members of the partnership. The common core will include, inter alia, the goals, priorities and general principles of the agreement, but will also strengthen cooperation between the European Union and the ACP Group at international level. At the current stage, both sides closed the first round of negotiations aimed at the common basis of the agreement. Together with the EU Commissioner for International Cooperation and Development, EU Negotiator Neven Mimica, we took stock of the progress of the negotiations on 14 December in Brussels at the ACP House. Negotiations are progressing at a brisk pace and will intensify in the first half of 2019.

The regional pillars of the agreement will be at the heart of the upcoming negotiations. As chairmanship of the ACP Group GCN, Togo will stay the course and work to speed up the negotiations.

à un rythme soutenu et vont s'intensifier dans le premier semestre de l'année 2019.

Les piliers régionaux de l'accord seront au cœur des prochaines négociations. En tant que président du GCN des ACP, le Togo maintiendra le cap et travaillera à faire accélérer les négociations. Les perspectives d'avenir de la diplomatie togolaise concernent aussi bien les négociations ACP-UE que le travail à faire pour rendre encore plus audible la voix du Togo sur les dossiers internationaux engageant la destinée de notre monde. « Le monde, disait Martin Heidegger, est monde commun ».

FAIRE ACCÉLÉRER LES NÉGOCIATIONS ACP-UE ET RENDRE ENCORE PLUS AUDIBLE LA VOIX DU TOGO SUR LES DOSSIERS INTERNATIONAUX

« L'avenir, dit Antoine de Saint-Exupéry, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre ». Il n'est pas en notre pouvoir de prévoir l'avenir, mais nous pouvons le préparer. Dans cette vision de l'avenir, la diplomatie togolaise travaillera en 2019 à faire avancer rapidement les négociations ACP-UE. Faire aboutir les négociations en 2019 : ce défi des ACP et de l'UE est aussi celui du Togo. Le Togo fera au nom des ACP des consultations nécessaires, aidera à surmonter les divergences et continuera à coordonner le travail du GCN. Si les enjeux du moment l'exigent, il n'hésitera pas en tant que président du GCN à rencontrer les équipes techniques de négociation du Groupe ACP qui travaillent sur les sujets prioritaires et stratégiques des ACP comme il l'a déjà fait en 2018.

En dehors des négociations ACP-UE, plusieurs autres sujets dont le changement climatique, le terrorisme et la migration sont à l'agenda diplomatique du Togo en 2019. En effet, les conséquences du changement climatique faisant de notre monde un monde du risque, pour paraphraser Ulrich Beck, l'auteur de *La société du risque*, invitent à l'action et à des décisions courageuses. Il s'agit d'un problème qu'aucun Etat, aussi puissant soit-il, ne peut régler tout seul, d'où la nécessité une action globale et concertée. Le temps n'est plus aux tergiversations mais à l'action pour infléchir la hausse de la température de notre planète, dans le cadre défini par l'accord de Paris sur le changement climatique. Le Togo n'aura de cesse d'y insister.

En outre, de milliers de personnes dans le monde continuent à être des victimes innocentes du terrorisme et de l'extrémisme violent. Proche de nous, le nord Mali, le Burkina Faso et le Nigeria ainsi que toute la région du Lac Tchad sont sous la menace de Boko Haram et d'autres groupes terroristes. Sur la question terroriste, une collaboration plus étroite entre les Etats et entre les régions est indispensable pour endiguer le phénomène.

The future prospects of Togolese diplomacy concern both the ACP-EU negotiations and the work to be done to make the voice of Togo even more audible on international issues involving the destiny of our world. «The world,» said Martin Heidegger, «is a common world.»

ACCELERATE ACP-EU NEGOTIATIONS AND MAKE TOGO'S VOICE MORE AUDIBLE ON INTERNATIONAL ISSUES

«The future,» said Antoine de Saint-Exupery, «you do not have to foresee it, but to allow it.» It is not in our power to predict the future, but we can prepare it. In this vision of the future, Togolese diplomacy will work in 2019 to move the ACP-EU negotiations forward quickly. To make negotiations successful in 2019: this challenge of the ACP and the EU is also that of Togo. Togo will make the necessary consultations on behalf of the ACP, help to overcome differences and continue to coordinate the work of the GCN. If the stakes of the moment require it, he will not hesitate as Chair of the GCN to meet the technical negotiating teams of the ACP Group working on the priority and strategic topics of the ACP as it has already done in 2018.

*Apart from the ACP-EU negotiations, several other topics including climate change, terrorism and migration are on the diplomatic agenda of Togo in 2019. Indeed, the consequences of climate change making our world a world of risk, to paraphrase Ulrich Beck, the author of *The Society of Risk*, invites to action and courageous decisions. This is a problem that no state, no matter how powerful, can solve itself, hence the need for comprehensive and concerted action. The time is no longer for procrastination but for action to curb the rise in the temperature of our planet, within the framework defined by the Paris agreement on climate change. Togo will not stop insisting on it.*

In addition, thousands of people around the world continue to be innocent victims of terrorism and violent extremism. Close to us, northern Mali, Burkina Faso and Nigeria and the whole Lake Chad region are under threat from Boko Haram and other terrorist groups. On the issue of terrorism, closer collaboration between states and between regions is essential to stem the phenomenon. During the year 2019, whenever the occasion allows it, precisely during the sub-regional, interregional, continental, intercontinental or international meetings, Togo will not stop insisting on the transnational nature of the terrorist threat and invite to a transnational action plan. The fight against violent extremism and terrorism is a noble struggle, a fight for life that deserves the commitment and determination of all.

With regard to the migration crisis, it continues to be a matter of concern for a number of countries, some of whom feel, sometimes

Durant l'année 2019, à chaque fois que l'occasion le permet, précisément lors des rencontres sous-régionales, interrégionales, continentales, intercontinentales ou internationales, le Togo ne cessera d'insister sur la nature transnationale de la menace terroriste et d'inviter à un schéma d'action transnational. La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme est un noble combat, un combat pour la vie qui mérite l'engagement et la détermination de tous.

S'agissant de la crise migratoire, elle continue d'être un sujet de préoccupation pour nombre de pays, certains ayant le sentiment, parfois à raison ou souvent à tort, d'être envahis et menacés dans leurs équilibres économiques et culturels alors que d'autres peinent à voir leurs jeunes perdre leurs vies en méditerranée ou tomber aux mains de trafiquants sans scrupule. Les réactions des pays à cette crise sont différentes et variées. Pour notre part, nous demeurons convaincus que l'option sécuritaire, la fermeture des frontières et le repli sur soi font partie des solutions les moins viables. La migration est un phénomène qui a toujours existé, elle fait partie, suivant Emmanuel Kant, des œuvres de la nature. Rien n'empêchera les populations, pour une raison ou une autre, d'aller chercher le mieux-être ailleurs. Pour le Togo, la solution à la crise migratoire viendra des pays de départ et ceux de destination. Dans les pays de départ, le développement de politiques publiques qui permettent une amélioration des conditions de vies des populations aidera à maintenir les jeunes dans leurs pays d'origine, au cas échéant à décroître les effectifs de départ. Du côté des pays de destination, davantage d'efforts devraient être faits dans l'allègement des conditions de la migration régulière. A cet égard, je salue l'adoption formelle, le 19 décembre dernier, par les Nations unies à une très forte majorité, du pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières qui s'inscrit dans cette logique. Le Togo portera un regard particulier sur la question migratoire en 2019.

Sur ces perspectives d'avenir et notes positives de l'année écoulée, je formule mes vœux de santé, de quiétude et de paix du cœur au Chef de l'Etat, au Premier Ministre ainsi qu'à l'ensemble du gouvernement togolais. Nos bons vœux vont également au corps diplomatique et consulaire accrédité au Togo et aux institutions partenaires dont le soutien ne nous a jamais fait défaut.

Aux membres du personnel du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine aussi bien de la centrale que dans nos missions diplomatiques et consulaires dans le monde, je souhaite que 2019 permette l'accomplissement de vos désirs les plus intimes, tant sur le plan privé que professionnel.

Aux lectrices et lecteurs de DIPLOMAG enfin, je présente mes meilleurs vœux de santé et de bonheur. Que 2019 soit pour tous une année de grandes réalisations et de belles expériences.

Bonne et heureuse année à tous !

rightly or often wrongly, to be invaded and threatened in their economic and cultural equilibrium. Others struggle to see their young people lose their lives in the Mediterranean or fall into the hands of traffickers who have no qualms about it. The reactions of countries to this crisis are different and varied. For our part, we remain convinced that the security option, the closing of borders and the withdrawal into oneself are among the least viable solutions. Migration is a phenomenon that has always existed; it is part, according to Emmanuel Kant, of the works of nature. Nothing will prevent people, for one reason or another, from seeking wellness elsewhere. For Togo, the solution to the migration crisis will come from the countries of departure and those of destination. In the countries of departure, the development of public policies that improve the living conditions of the population will help to keep young people in their countries of origin, if necessary to reduce the number of people leaving. On the side of destination countries, more efforts should be made in easing the conditions for regular migration. In this respect, I welcome the formal adoption, on 19 December, by the United Nations with a very strong majority of the global compact for safe, orderly and regular migration, which is in line with this logic. Togo will take a particular look at the migration issue in 2019.

On these prospects and positive notes of the past year, I wish my health, tranquility and peace of mind wishes to the Head of State, the Prime Minister and the entire Togolese Government. Our good wishes also go to the accredited diplomatic and consular corps in Togo and to the partner institutions whose support has never failed us.

To the staff of the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Central as well as in our diplomatic and consular missions in the world, I wish that 2019 allows the fulfillment of your most intimate desires, both on the private plan and professional as well.

Finally, to the readers of DIPLOMAG, I wish you all the best for your health and happiness. May 2019 be for all a year of great achievements and beautiful experiences.

Happy New Year to everyone!





Diplomag Numéro 18 – Diplomag Number 18 – Janvier/Mars 2019 – January/March 2019

Directeur de la publication / Publicator Director : Mme Abra TAY – Rédacteur en chef / Editor in chief : Charles AZILAN – Directeur de Reportage / Director of Reporting: M. FANDJINOU Kommabou – Publicité et Marketing / Advertising and Marketing : Mme Mounto AGBA, M. Messan TOGBEDJI – Relecture : Noufandame MOUGUILLIAGUE / DIDEMANA Nangbam – Rédacteurs / Editors : Directeurs centraux et chefs missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production : Rosaline A. ADELAN - Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine, BP : 900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/ Cover pictures : DR / DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SOMMAIRE

EDITORIAL

P3

FOCUS

BILAN DE L'ACTION DIPLOMATIQUE TOGOLAISE EN 2018
REVIEW OF THE TOGOLESE DIPLOMATIC ACTION IN 2018

P10

DOSSIERS

GRANDE OFFENSIVE ÉCONOMIQUE DU TOGO EN CHINE À L'OCCASION DU FORUM SUR LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE (FOCAC)

P16

TOGO'S PARTICIPATION IN THE FORUM ON CHINA AFRICA COOPERATION (FOCAC) AND OTHER RELATED ACTIVITIES

ACTUALITÉS

LA PARTICIPATION REMARQUÉE DU TOGO AU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 73^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

P23

THE REMARKABLE CONTRIBUTION OF TOGO IN TO THE GENERAL DEBATE OF THE 73RD ORDINARY OESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS POST-COTONOU : VERS UN PARTENARIAT MODERNE ACP-UE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES ETATS ACP ?

P30

OPENING OF THE POST-COTONOU NEGOTIATIONS : TOWARDS A MODERN ACP-EU PARTNERSHIP AT THE SERVICE OF THE ACP STATES' DEVELOPMENT?

XI^{ÈME} CONFERENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ : LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT ET LEÇONS POUR L'AFRIQUE

P33

XITH CONFERENCE OF THE DIPLOMATIC CLUB OF LOME: THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST AND LESSONS FOR AFRICA



Unité Universitaire au Togo

L'expérience éducative de l'Église au service du développement local, des organisations et des entreprises qui gagnent et qui font gagner l'Afrique !



FORMATIONS



MÉDIAS ET TIC



ÉCONOMIE ET GESTION



SCIENCES JURIDIQUES



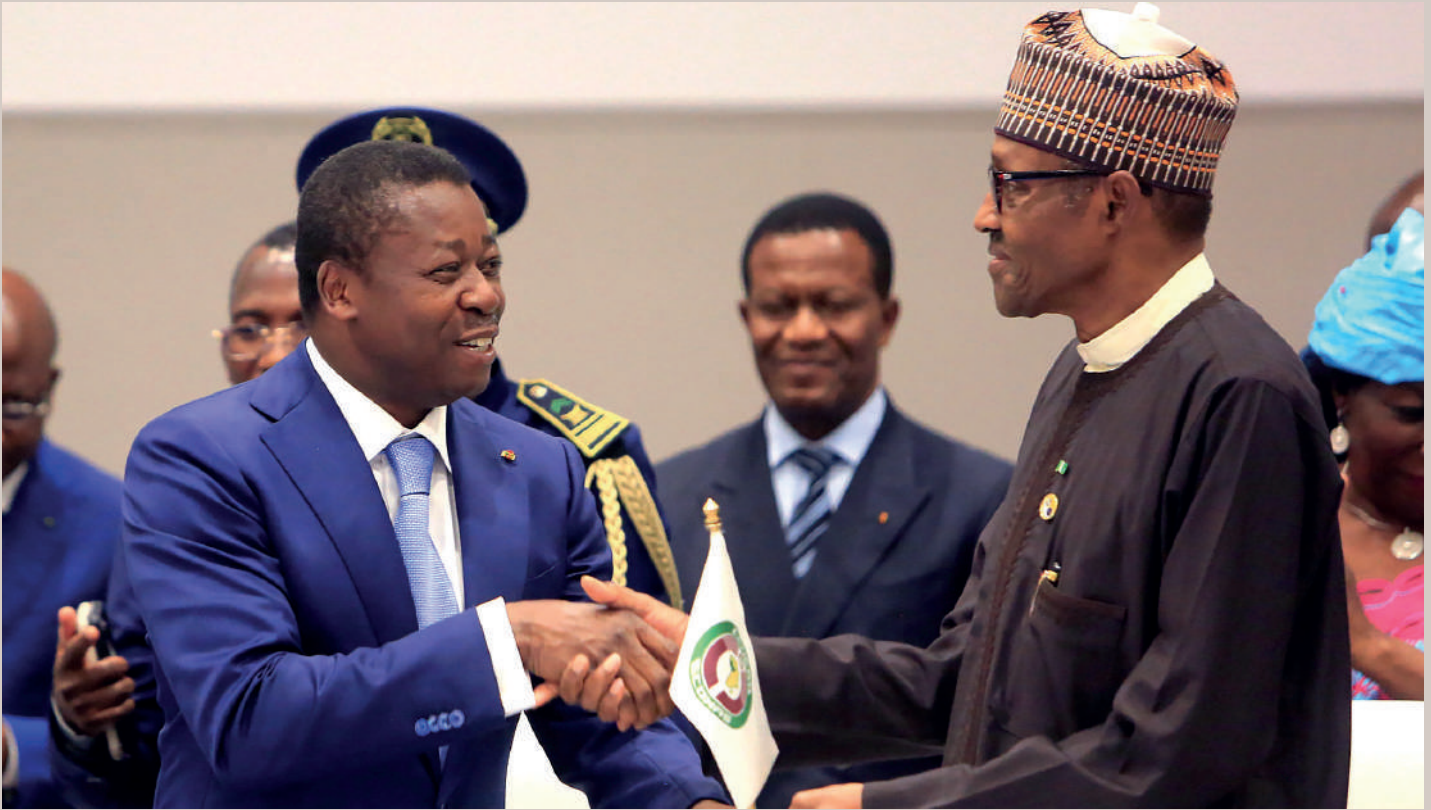
INGENIERIE INFORMATIQUE ET
TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Téléphone : (00 228) 23 20 67 03 / 91 66 38 14 / 97 64 02 40 / 22 30 12 72

E-Mail : secre.gene@ucao-uut.tg

Site Web : www.ucao-uut.tg

FOCUS



Crédit Photo : Emmanuel PITTA

BILAN DE L'ACTION DIPLOMATIQUE TOGOLAISE EN 2018

REVIEW OF THE TOGOLESE DIPLOMATIC ACTION IN 2018

Par Dr Waké YAGNINIM, Directeur des affaires politiques
By Dr Waké YAGNINIM, Director of political affairs

Le contexte difficile de ces dernières années marqué de crises économiques et sécuritaires avec l'apparition de nouveaux acteurs internationaux non étatiques et le changement sans précédent que traverse l'Afrique en générale et sa partie occidentale en particulier, remettent en scelle les besoins divers et primordiaux des populations et recentre l'action des gouvernants. A mesure que chaque pays se développe, les populations bénéficient d'un meilleur accès aux opportunités permises par l'environnement créé par les gouvernants. Dans ce sens l'État doit, en plus des ressources disponibles, utiliser les instruments internationaux pour promouvoir le développement économique et permettre une plus grande prospérité de son peuple.

The difficult context of recent years marked by economic and security crises with the emergence of new international non-state actors and the unprecedented change that Africa is experiencing in general and its western part in particular, re-seals the diverse and primordial needs of populations and refocus the action of the government. As each country develops, people benefit from better access to the opportunities provided by the environment created by the government. In this sense, the State must, in addition to the resources available, use international instruments to promote economic development and enable greater prosperity for its people.

La politique extérieure du Togo a, en général, été orientée vers la défense des causes justes avec l'ambition de promouvoir la paix et la sécurité internationales, le développement, les droits de l'homme et les relations de bon voisinage avec le reste des pays de la région. Depuis 2018, elle se focalise sur la consolidation de ce qui a été réalisé et le renforcement de l'influence du Togo par la participation à la recherche de solutions aux grands défis internationaux à travers des conférences internationales qu'il organise, parce qu'il estime que les Etats, ensemble, peuvent proposer des réponses innovantes aux défis qui se posent à la communauté des Etats, au mieux des intérêts des populations.

Sans se lancer dans une prétentieuse politique extérieure à l'échelle internationale pour la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient sûrement fait défaut, le Togo a mis en branle son action diplomatique avec modestie et tact, l'objectif étant d'assurer son développement.

Il y a lieu ici de lever une ambiguïté souvent créée.

En effet, c'est une erreur commune de confondre politique étrangère et diplomatie qui, en fait, ne traduisent pas les mêmes réalités. Alors que la diplomatie est l'instrument de mise en œuvre de la politique extérieure, cette dernière reste une des orientations stratégiques de la politique de l'Etat qui doit définir ses objectifs en fonction de sa situation géopolitique, de ses intérêts fondamentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaite voir guider les rapports internationaux.

A ce titre, la politique extérieure du Togo, qui est à l'image de l'environnement international, accorde une importance majeure aux relations bilatérales avec les pays de la sous-région. Elle ne peut concevoir le développement du Togo en dehors des riches relations historiques qui existent entre lui et ses voisins. En outre, elle fait une place importante, non seulement à sa présence au sein des organisations internationales mais aussi à ses contributions remarquées, toutes proportions gardées, à la recherche de solutions aux défis internationaux.

Le bilan de la diplomatie togolaise ne peut donc se faire qu'à l'aune de ce contexte et sera exposé ici sur la base du procédé des morceaux choisis qui s'articulent autour de la présence du Togo au sein des enceintes internationales, l'organisation des conférences sur des thématiques de portée internationale et l'extension de son champ diplomatique.

En effet, dans un contexte international dans lequel l'accès aux postes vacants au sein des Organisations internationales est de plus en plus rude, le Togo a obtenu d'excellents résultats pour les différentes candidatures qu'elle a soumises en 2018. Cette réussite constitue une reconnaissance de la crédibilité des politiques nationales définies par le gouvernement et une marque

Togo's foreign policy has, in general, been oriented towards the defense of just causes with the ambition to promote international peace and security, development, human rights and a quality partnership. Since 2018, she has been focusing on consolidating what has been achieved and strengthening Togo's influence by participating in the search for solutions to major international challenges through international conferences that it organizes, because it believes that states together can propose innovative responses to the challenges facing the community of states, in the best interests of the people.

Without embarking on a pretentious foreign policy at the international level for the realization of which material means would surely have been lacking, Togo has initiated its diplomatic action with modesty and tact, the objective being to ensure its development.

It is necessary here to remove an ambiguity often created.

Indeed, it is a common mistake to confuse foreign policy and diplomacy that, in fact, do not reflect the same realities. While diplomacy is the instrument for implementing foreign policy, the latter remains one of the strategic orientations of the State's policy, which must define its objectives according to its geopolitical situation, its fundamental interests and the moral and legal principles that it wishes to guide international relations.

In this respect, Togo's foreign policy, which reflects the international environment, attaches great importance to bilateral relations with the countries of the sub-region. It can not conceive Togo's development apart from the rich historical relations that exist between it and its neighbors. In addition, it has an important role, not only for its presence in international organizations but also for its remarkable contributions, all things considered, in search of solutions to international challenges.

The assessment of Togolese diplomacy can only be done in the light of this context and will be exposed here on the basis of the process of selected pieces which revolve around the presence of Togo in international fora, the organization of conferences on topics of international scope and the extension of its diplomatic field.

In fact, in an international context in which access to vacancies in International Organizations is becoming more and more difficult, Togo has obtained excellent results for the various applications it submitted in 2018. This success constitutes a recognition of the credibility of the national policies defined by the government and a mark of confidence from the international community towards Togo and its commitment to participate in the achievement of the major international objectives for the development of the human being.

FOCUS

de confiance de la part de la communauté internationale envers le Togo et de son engagement à participer à la réalisation des grands objectifs internationaux pour l'épanouissement de l'humain. C'est aussi une consécration de sa diplomatie.

Ainsi, le Togo a été brillamment réélu au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période de 2018-2020. Le Togo pourra se saisir de cette plate-forme que constitue cet organe pour s'exprimer sur les avancées dans les domaines de la promotion des droits de l'homme. Le renouvellement de son mandat au sein de cet organe lui permet en outre de continuer par œuvrer pour le renforcement de la coopération pour le développement international et de participer à faire face aux défis auxquels la communauté internationale fait ou devra faire face sous le prisme des droits de l'homme.

De même, l'Assemblée générale des Nations Unies a élu le Togo au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) pour la période de 2019-2020 ainsi qu'au sein de certaines de ses organes subsidiaires, à savoir, la Commission de la femme et la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans.

Il faut rappeler que l'ECOSOC est l'un des organes principaux de l'ONU. Composé de 54 membres, il a pour rôle d'assurer la coordination des Agences des Nations Unies et d'évaluer leur action dans les domaines économique, social et du développement durable. Il contribue à travers ses organes subsidiaires, notamment, le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable et la Commission de la femme et celle du développement social, à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

En tant que pays pilote avec la République de Belize depuis 2013 pour expérimenter la nouvelle approche proposée par les Nations Unies en matière de planification des actions de développement, le Togo dispose désormais d'un cadre approprié, l'ECOSOC, pour présenter les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme national de développement (PND) visant l'atteinte des objectifs de développement durable.

L'année 2018 a été également marqué par l'élection des togolais au sein des organes décisionnels internationaux et présentant des intérêts stratégiques pour le Togo. Il s'agit des candidatures intuitu personae soutenues par l'Etat togolais et activement défendues par ses diplomates.

Ainsi, dans le système des Nations Unies, **Madame Suzanne AHO** est réélue au Comité des droits de l'enfant pour un mandat de quatre ans, alors que **Maitre Kodjo Garba** a été reconduit au sein du Sous-comité contre la torture. Au sein de la CEDEAO,

As evidence, Togo has been brilliantly reelected at the United Nations Human Rights Council for the period 2018-2020. Togo will be able to seize this platform that constitutes this body to express itself about progress in the areas of the promotion of human rights. The renewal of its mandate in this body also allows it to continue to work for the strengthening of international development cooperation and to participate in facing the challenges that the international community is or will face in the context of human rights.

Similarly, the United Nations General Assembly elected Togo to the Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC) for the period 2019-2020, as well as to some of its subsidiary bodies, namely the Women Commission and that on Population and Development for a four-year term.

It must be remembered that ECOSOC is one of the principal organs of the United Nations. Composed of 54 members, its role is to coordinate the United Nations agencies and evaluate their action in the economic, social and sustainable development. Through its subsidiary bodies, it contributes, in particular, the High Level Political Forum for Sustainable Development and the Commission for Women and Social Development, to the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development.

As a pilot country with the Republic of Belize since 2013 to test the new approach proposed by the United Nations in planning development actions, Togo now has an appropriate framework, ECOSOC, to present progress made in the implementation of the National Development Program (NDP) aimed at achieving Sustainable Development Goals.

The year 2018 was also marked by the election of Togolese in international decision-making bodies and presenting strategic interests for Togo. These are intuitu personae candidatures supported by the Togolese State and actively defended by its diplomats.

*In the United Nations system, for instance, **Mrs. Suzanne AHO** was re-elected to the Committee on the Rights of the Child for a four-year term, while **Mr. Kodjo Garba** was reappointed to the Subcommittee against Torture. Within ECOWAS, **Mr. Tèi KONZI** was elected Commissioner for Trade, Customs and Free Movement, and **Mr. Kimélabalou ABA**, new Director General of the Intergovernmental Group of Action against Money Laundering in West Africa (GIABA).*

The success of these candidatures sufficiently demonstrates the recognition of the expertise of Togolese skills, their credibility and their ability to participate in the monitoring of international

Monsieur Tèi KONZI a été élu Commissaire au commerce, douanes et libre circulation, et **Maitre Kimélabalou ABA**, nouveau Directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA).

Le succès de ces candidatures démontre à suffisance la reconnaissance des compétences togolaises, de leur crédibilité et de leur capacité à pouvoir participer à la surveillance des obligations internationales au sein des organes concernés en matière des droits de l'homme.

Dans le domaine de la promotion de la paix et de la sécurité, le Togo a vu son mandat renouvelé au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine. Cela illustre la confiance dont il jouit auprès de la famille africaine pour défendre les causes communes liées à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Le positionnement du Togo sur l'échiquier international ainsi que la confiance que lui voue, désormais, la communauté internationale, se sont traduits par l'acceptation de la proposition du Togo d'abriter plusieurs événements de portée internationale. En effet, la vulnérabilité de la sous-région aux attaques terroristes et autres violences est une réalité qui sape les efforts de développement entrepris par les Etats. A cet égard, le Togo a décidé d'organiser des rencontres de haut niveau pour envisager les approches de solutions de façon concertée.

A travers la convocation du Sommet tripartite inédit CEDEAO-CEEAC-UEMOA sur la paix, la stabilité, l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme, le Togo a convié toute la communauté internationale à appréhender le fléau terroriste de façon holistique, de sorte à prendre en compte toutes ses causes et ses conséquences.

Elle a eu le mérite de regrouper 15 Etats de l'Afrique de l'Ouest, 11 de l'Afrique centrale et a eu l'ingéniosité d'ouvrir ses portes à l'ensemble des partenaires internationaux activement impliqués dans le maintien et la culture de la paix en Afrique. Il s'agit notamment de la CEDEAO, de la CEEAC, des Nations Unies, de l'UEMOA, de la CEMAC, du Conseil de l'Entente, de la CBLT, du G5 Sahel et de la CEN-SAD.

La particularité de cette rencontre de Lomé réside aussi et surtout dans l'originalité de la thématique partagée par l'ensemble des Etats des deux communautés ainsi que dans l'approche de solution proposée.

La Déclaration conjointe, qui y a été adoptée, retrace les grandes lignes de la volonté commune exprimée par les deux entités de conjuguer leurs efforts pour une lutte plus pragmatique contre le

obligations in the bodies concerned with regard to human rights. In the field of the promotion of peace and security, Togo has had its mandate renewed at the Peace and Security Council of the African Union. This illustrates the confidence he enjoys with the African family in defending common causes related to the promotion of international peace and security.

Togo's positioning on the international scene as well as the confidence that the international community now has in it has led to the acceptance of Togo's proposal to host several international events.

Indeed, the vulnerability of the subregion to terrorist attacks and other forms of violence is a reality that undermines the development efforts undertaken by States. In this regard, Togo has decided to organize high-level meetings to consider approaches to solutions in a concerted approach.

Through the convening of the ECOWAS-ECCAS-WAEMU tripartite Summit on Peace, Stability, Violent Extremism and the Fight against Terrorism, Togo invited the entire international community to comprehend the terrorist scourge in a holistic manner, so that to take into account all its causes and consequences.

It had the merit of bringing together 15 states of West Africa, 11 of Central Africa and had the ingenuity to open its doors to all the international partners actively involved in the maintenance and culture of peace in Africa. These include ECOWAS, ECCAS, United Nations, WAEMU, CEMAC, Entente Council, LCBC, G5 Sahel and CEN-SAD.

The particularity of this meeting of Lomé resides also and especially in the originality of the thematic shared by all the states of the two communities as well as in the approach of solution proposed.

The Joint Declaration, which was adopted, outlines the common will expressed by the two entities to combine their efforts for a more pragmatic fight against terrorism. It is a new inter-community framework for cooperation in diverse areas, including in the fight against threats to international peace and security, among others.

In the same vein, Togo hosted the 53rd Ordinary Session of Heads of State and Government of ECOWAS, on July 31, 2018, devoted mainly to the search for appropriate solutions to intra-community crises. And, one of the great projects of the ECOWAS which it inherited by taking the lead of the community institution is the resolution of the Bissau Guinean political crisis that has lasted for several years.

FOCUS

terrorisme. Il s'agit d'un nouveau cadre inter-communautés pour coopérer dans des domaines diversifiés, notamment dans la lutte contre les menaces à la paix et la sécurité internationales, entre autres.

Dans le même sens, le Togo a abrité la 53^{ème} session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le 31 juillet 2018, consacrée essentiellement à la recherche des solutions idoines aux crises intra-communautaires. Et, l'un des grands chantiers de la CEDEAO dont il a hérité en prenant la présidence de l'institution communautaire est la résolution de la crise politique bissau-guinéenne qui dure depuis plusieurs années.

Au terme de la session de Lomé, la crise bissau-guinéenne a trouvé une issue avec la nomination d'**Aristide Gomes** comme Premier Ministre, l'acceptation des parties à organiser les élections législatives le 18 novembre 2018. C'est l'aboutissement d'un processus qui avait conduit à la tenue le 14 avril 2018 du sommet extraordinaire de la CEDEAO sur cette crise ayant défini une feuille de route pour une sortie de crise dans ce pays.

Lomé peut donc se féliciter de voir que les efforts inlassables de l'ensemble des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO conjugués aux initiatives de facilitation fort louables menées au plan national en Guinée-Bissau ont créé les conditions idoines en vue d'une mise en œuvre effective des Accords de Conakry signés en octobre 2016.

La tenue du 27 mai au 1^{er} juin de la 107^{ème} session du Conseil de ministres ACP et la 43^{ème} session du Conseil des ministres ACP-UE s'inscrit, entre autres, dans le cadre des préparatifs des prochaines négociations pour un nouvel accord de partenariat ACP-UE après 2020. Ces rencontres ont revêtu une importance particulière parce qu'elles ouvrent la voie à la définition d'un partenariat renouvelé avec l'Europe après 2020. Lomé a donc donné le ton du futur cadre de la coopération entre l'UE et ses partenaires pour les prochaines années.

Les conclusions de Lomé à l'issue de la 43^{ème} session du conseil des ministres ACP-UE, portent, entre autres, sur le changement climatique, la migration, le commerce, la sécurité et la création d'emploi pour les jeunes. Les deux parties vont donc s'accorder sur ces questions lors des négociations qui ont commencé au mois d'Août 2018.

Le Groupe central de négociation (GCN) mis en place, dont le Togo assure la présidence par l'entremise du chef de la diplomatie, Professeur Robert DUSSEY, est composé de la Guyane, la Jamaïque, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Samoa, le Cameroun, le Tchad, l'Ethiopie, le Kenya, la Namibie, le Lesotho et le Nigéria. Le succès avéré de ces rencontres traduit la capacité du Togo à organiser des rencontres internationales et à relever des défis

*At the end of the Lomé session, the Guinea-Bissau crisis found a way out with the appointment of **Aristide Gomes** as Prime Minister, the acceptance of the parties to organize the parliamentary elections on November 18, 2018. This is the culmination of a process that led to the holding on April 14, 2018 of the extraordinary summit of ECOWAS on this crisis having defined a roadmap for a way out of the crisis in this country.*

Lomé can therefore be pleased to see that the tireless efforts of all ECOWAS Heads of State and Government, combined with the commendable facilitation initiatives carried out at the national level in Guinea-Bissau, have created the right conditions for effective implementation of the Conakry Agreements signed in October 2016.

The 27th day of May to the 1st day of June of the 107th Session of the ACP Council of Ministers and the 43rd Session of the ACP-EU Council of Ministers are, inter alia, part of the preparations for the next negotiations for a new ACP Partnership Agreement -EU after 2020. These meetings have been particularly important because they pave the way for the definition of a renewed partnership with Europe after 2020. Lomé has therefore set the tone for the future framework for cooperation between the EU and its partners for the next few years.

The conclusions of Lomé at the end of the 43rd session of the ACP-EU Council of Ministers include climate change, migration, trade, security and job creation for the youth. The two parties will agree on these issues in the negotiations that began in August 2018.

The Central Negotiating Group (CBG) set up, of which Togo is chairing through the head of diplomacy, Professor Robert DUSSEY, is composed of Guyana, Jamaica, Papua New Guinea, Samoa, Cameroon, Chad, Ethiopia, Kenya, Namibia, Lesotho and Nigeria.

The proven success of these meetings reflects Togo's ability to organize international meetings and to meet challenges shared by all. The level of representativeness and the quality of the participants confirm the trust that both have in Togo on the international scene.

Togolese diplomacy has also made it available to women and businessmen to assist them in conquering foreign markets, in promoting know-how as regard Togolese products. In this sense, the actions led to the optimization of Togo's diplomatic network by signing the agreement establishing diplomatic relations with Saint Kitts Nevis and visa exemption agreements with certain countries, notably Namibia, Qatar, the Kingdom of Morocco, Gabon, the Central African Republic. With regard to the CAR Agreement,

partagés par tous. Le niveau de représentativité et la qualité des participants confirment bien la confiance que les uns et les autres portent au Togo sur la scène internationale.

La diplomatie togolaise s'est également mise à la disposition des femmes et hommes d'affaires pour les accompagner dans la conquête de marchés extérieurs, dans la promotion du savoir-faire togolais. Dans ce sens, les actions ont abouti à l'optimisation du réseau diplomatique du Togo par la signature de l'accord d'établissement des relations diplomatiques avec Saint-Kitts et Nevis et des accords d'exemption des visas avec certains pays, notamment la Namibie, le Qatar, le Royaume du Maroc, le Gabon, la République Centrafricaine. S'agissant de l'Accord avec la RCA, il faut préciser qu'il présente la particularité d'être une exemption totale qui s'applique, contrairement aux autres, aux détenteurs des trois types de passeports (ordinaire, diplomatique et de service).

Les hommes d'affaires, fonctionnaires et diplomates des pays concernés auront désormais la facilité d'effectuer leurs voyages et missions sans visas. Ce qui permettra non seulement de resserrer leurs liens diplomatiques mais aussi d'améliorer le volume des échanges commerciaux entre Lomé et les autres capitales.

Somme toute, l'année 2018 a connu une action assez soutenue de la diplomatie togolaise avec une forte mobilisation de l'appareil diplomatique aussi bien de la présidence de la République qu'au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine. L'on peut se targuer d'un engagement diplomatique réussi.

L'action diplomatique togolaise a ses atouts, ses difficultés et ses défis. Et, derrière chaque réalisation, quelle qu'elle soit, se retrouvent des femmes et des hommes qui servent avec dévouement, professionnalisme et discipline mais avec des moyens modestes pour permettre au Togo de rayonner encore davantage sur la scène internationale. Grâce à leur abnégation et à leurs prises de position qui font autorité aussi bien en Afrique que dans le reste du monde, ils prouvent aux yeux des Etats africains que lorsqu'il faut aller défendre les intérêts du continent, l'on peut toujours compter sur le Togo.

S'il faut juger l'arbre à ses fruits, l'on pourra dire que les options de la politique extérieure définies par le gouvernement togolais et poursuivies inlassablement par ses diplomates au cours de l'année 2018 sont conformes aux aspirations profondes du peuple qui garde toujours une confiance à celui qui l'inspire. Elles sont conformes également aux vœux de la communauté des Etats qui aspire à la paix et au progrès comme en témoigne l'audience dont jouit notre pays à travers le monde.

it should be noted that it has the particularity of being a total exemption which applies, unlike the others, to the holders of the three types of passports (ordinary, diplomatic and service).

Businessmen, civil servants and diplomats from the countries concerned will now have the facility to make their journeys and missions without visas. This will not only strengthen their diplomatic ties but also improve the volume of trade between Lomé and other capitals.

All in all, the year 2018 witnessed a fairly sustained campaign of Togolese diplomacy with a strong mobilization of the diplomatic apparatus of both the State House and the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration. One can boast of a successful diplomatic commitment.

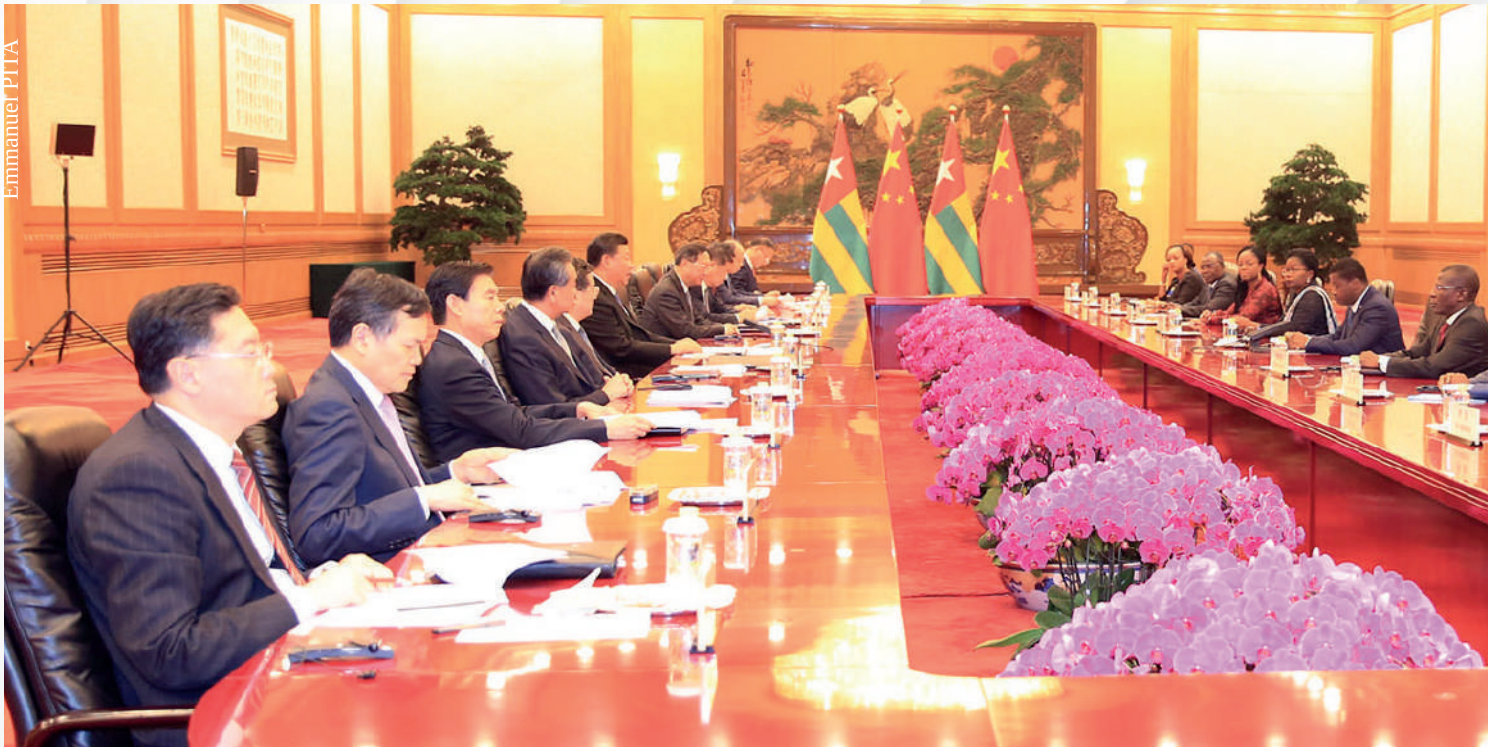
Togolese diplomatic actions has its strengths, its difficulties and its challenges. And, behind every achievement, whatever it is, there are women and men who serve with dedication, professionalism and discipline but with modest means to allow Togo to shine even more on the international scene. Thanks to their self-sacrificing and authoritative positions both in Africa and in the rest of the world, they prove to the African States that when it comes to defending the interests of the continent, one can always count on Togo.

If we are to judge the tree by its fruits, we can say that the foreign policy options defined by the Togolese government and tirelessly pursued by its diplomats in 2018 are in line with the deep aspirations of the people who always keep a confidence in the one who inspires him. They are also consistent with the wishes of the States which aspires to peace and progress community as evidenced by the audience enjoyed by our country around the world.



Credit Photo: Emmanuel PITTA

DOSSIER



Emmanuel PITA

Crédit Photo : Emmanuel PITA

GRANDE OFFENSIVE ÉCONOMIQUE DU TOGO EN CHINE À L'OCCASION DU FORUM SUR LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE (FOCAC)

TOGO'S PARTICIPATION IN THE FORUM ON CHINA-AFRICA COOPERATION (FOCAC) AND OTHER RELATED ACTIVITIES

Par M. ABINA Nésitang, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade du Togo en Chine
By Mr. ABINA Nésitang, Chargé d'Affaires ai of the Embassy of Togo in China

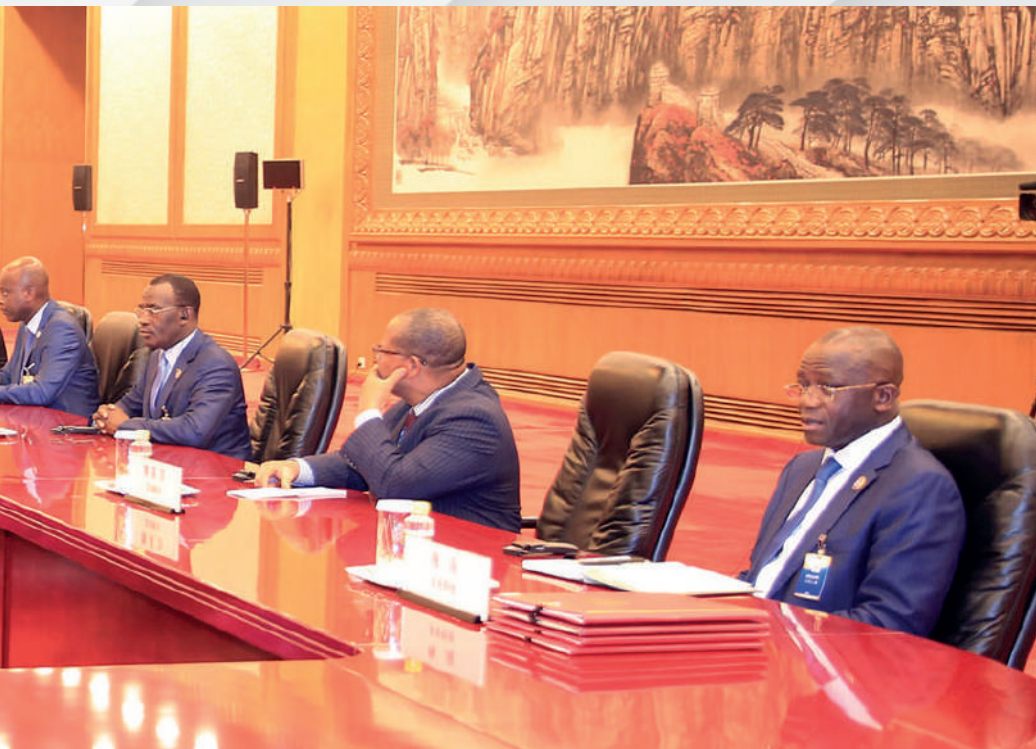
Le 3^{ème} Sommet du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) s'est tenu les 03 et 04 septembre 2018 à Pékin en Chine, sur le thème : « *La Chine et l'Afrique : construire une communauté de destin encore plus solide par la coopération gagnant-gagnant* ».

Ce sommet qui ouvre un chapitre nouveau en matière de coopération économique et commerciale entre les pays africains

The 3rd Summit of the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) was held on September 03 and 04, 2018 in Peking, China, on the theme: « *China and Africa: building an even stronger community of destiny through win-win cooperation* ». This Summit opens a new chapter in economic and trade cooperation between African countries and China.

Considered as one of the biggest diplomatic events of the year

DOSSIER



et la Chine est l'un des plus grands événements diplomatiques de l'année en Chine. Il a réuni une quarantaine de Chefs d'Etat africains, dix (10) Chefs de Gouvernement, un Vice-Président, ainsi que des invités d'honneur à l'instar du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, et du Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres.

Le Président de la République Togolaise, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, a activement pris part aux travaux de ce sommet, accompagné de plusieurs Ministres et de nombreux proches collaborateurs.

En prélude au sommet, s'est tenue le 02 septembre 2018, la 7^{ème} Conférence ministérielle du FOCAC à laquelle ont pris part le Ministre des Affaires Etrangères, **Prof. Robert DUSSEY**, et son collègue de l'Economie et des Finances, **M. Sani YAYA**.

Institué en 2000, le FOCAC est un cadre de concertation sur la coopération entre l'Afrique et la Chine afin de promouvoir le co-développement. Au fil des années, cette coopération s'est élargie, diversifiée et enrichie, façonnant ainsi un nouveau type de partenariat sud-sud. Aussi, le Forum est devenu une plateforme efficace de dialogue et de coopération pragmatique entre la Chine et les pays africains et a apporté une contribution significative au renforcement du partenariat sino-africain durable, basé sur l'égalité, l'intérêt réciproque et une coopération multidimensionnelle.

in China, the Pekin Summit brought together forty African Heads of State, ten (10) Heads of Government, a Vice President, as well as guests of honor like the President of the African Union Commission, Moussa Faki Mahamat, and the United Nations Secretary-General Mr. Antonio Guterres.

The President of the Republic of Togo, **H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, took part actively in the works of this Summit, followed by several Ministers and many close associates.

As a preshow to the summit, the 7th Ministerial Conference of FOCAC was held on September 2, 2018, and was attended by the Minister of Foreign Affairs, **Prof. Robert DUSSEY**, and his colleague from the Economy and Finance, **Mr. Sani YAYA**.

It should be noted that FOCAC, set up in 2000 by the Chinese government in order to face the challenges of economic globalization and to promote the common development, is a framework for consultation on cooperation between Africa and China. Over the years, this cooperation has expanded, diversified and enriched, thus shaping a new type of South-South partnership. As a result, the Forum has become an effective platform for dialogue and pragmatic cooperation between China and African countries and has made a significant contribution to strengthen the China-African Sustainable Partnership which is distinguished by its sustainable, equal, mutual and multidimensional character.

The 2018 Pekin Summit has considered and adopted two (02) documents:

- A Political Declaration which gives strategic orientations on the development of China-African relations and which reflects the mutual agreement of the two parties on major issues, such as the joint construction of a China-Africa common destiny even more supportive;
- An Action Plan, which details, concretely, the arguments of the Declaration and defines the seven (07) main axes of China-African cooperation for the next three (03) years (2019-2021). These focus on politics, economy, social development, culture, peace and security, international cooperation and prospects for China-Africa cooperation.

The most important statements of this Summit is the one by the Chinese President Xi Jinping who in his opening remark

DOSSIER

Le sommet de Pékin 2018 a examiné et adopté deux (02) documents :

- une Déclaration politique qui donne des orientations stratégiques sur le développement des relations sino-africaines et qui reflète les consensus des deux parties sur les questions majeures, telles que la construction conjointe d'une communauté de destin Chine-Afrique encore plus solidaire ;
- un Plan d'action, qui détaille, de façon concrète, les points de la Déclaration et définit les sept (07) principaux axes de la coopération sino-africaine pour les trois (03) années à venir (2019-2021). Ces axes portent sur la politique, l'économie, le développement social, la culture, la paix et la sécurité, la coopération internationale ainsi que les perspectives de la coopération sino-africaine.

La déclaration la plus importante de ce sommet est celle du Président chinois Xi Jinping qui, dans son discours d'ouverture, a annoncé l'octroi, par le Gouvernement chinois, de 60 milliards de dollars de financements supplémentaires au développement économique des pays africains.

Cet appui financier comprend notamment des lignes de crédit de 20 milliards de dollars et consacre également la création de deux fonds destinés au financement des projets de développement et des importations de biens africains. Il servira en outre à encourager les entreprises chinoises à investir « au moins 10 milliards de dollars » en Afrique au cours des trois prochaines années.

Le Président Xi Jinping a également proposé « huit initiatives majeures » pour la coopération sino-africaine, expliquant que l'aide de la Chine à l'Afrique ne serait plus de l'ordre de la simple « transfusion sanguine » mais plutôt de la « création de cellules sanguines ».

Les huit initiatives visent à renforcer la relation Chine-Afrique dans le domaine industriel, des infrastructures, de la facilitation du commerce, du développement vert ou encore dans celui de la santé. La Chine entend également jouer un rôle en matière de paix et de sécurité en Afrique.

Pour sa part, le Togo a eu une participation très remarquée à ce rendez-vous Chine-Afrique. Lors de son intervention à la table ronde du 04 septembre, le Chef de l'Etat, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, a salué l'excellence de la coopération sino-africaine depuis que le FOCAC a été institué. Le sommet de Pékin 2018 marque un nouveau départ de la coopération entre la Chine et l'Afrique en ouvrant de grandes perspectives au développement commun, avec des plans de coopération gagnant-gagnant, a-t-il précisé.

announced the granting by the Chinese Government of 60 billion USD in additional funding for the economic development of African countries.

This financial support includes 20 billion USD in credit lines and also devotes the establishment of two funds for a cumulative amount of 15 billion USD to finance development projects and for African goods imports.

Encourage Chinese companies to invest «at least 10 billion USD» in Africa over the next three years.

*According to **President Xi Jinping** this important financial aid will help to implement «eight major initiatives» for China-African cooperation, saying that China's aid to Africa would no longer be a matter of «blood transfusion» but rather «creation of blood cells».*

The eight initiatives aim to strengthen the China-Africa relationship in the industrial, infrastructure, trade facilitation, and green development and health sectors. China also intends to play a role in peace and security in Africa.

*On its part, Togo had a very remarkable participation in this China-Africa meeting. In his speech at the round table on September 4, the Head of State, **H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, commended the excellence of China-African cooperation since FOCAC was established. The 2018 Peking summit marks a new beginning of cooperation between China and Africa by opening up great prospects for joint development, with plans for win-win cooperation, he stated.*

With a view to ensuring the optimal implementation of the Peking Triennial Action Plan, the President suggested the establishment of a mechanism dedicated to the evaluation of the results framework and objectives, in relation to the different areas concerned.

The Peking Summit had furthermore, the merit of strengthening the synergy between the «Belt and Road» initiative, the UN 2030 Agenda for Sustainable Development, and the African Union 2063 Agenda and foster the building of a stronger China-Africa community of destiny.

BILATERAL MEETING

*A key significant moment of the President of the Republic's stay in China was the meeting with his Chinese counterpart **Xi Jinping** on September 6, 2018 at the Great Hall of Peoples in Peking.*

*During this meeting, the Chinese President said that the long-standing friendship and the fruitful cooperation between China and Togo is a good example of South-South cooperation. **Mr. Xi** said he hoped both parties would reap the full benefits of mutual*

En vue de permettre une exécution optimale du Plan triennal d'action de Pékin, le Président a suggéré la mise en place d'un mécanisme dédié à l'évaluation du cadre des résultats et des objectifs, en lien avec les différents domaines concernés.

En somme, la rencontre de Pékin a eu le mérite de procéder au renforcement de la synergie entre l'initiative « la Ceinture et la Route », le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU et l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de favoriser la construction d'une communauté de destin Chine-Afrique encore plus solide.

RENCONTRE BILATÉRALE

Un autre temps fort du séjour du Président de la République en Chine a été la rencontre avec son homologue chinois **Xi Jinping**, le 06 septembre 2018 au Grand Palais du Peuple de Pékin.

Au cours de cet entretien, le Président chinois a indiqué que l'amitié de longue date et la coopération fructueuse entre la Chine et le Togo est un bel exemple de la coopération Sud-Sud. Il a, dans cette lancée, exprimé le souhait de voir les deux parties tirer pleinement profit des avantages de la confiance politique mutuelle et des interactions amicales entre les deux peuples, en insistant sur la nécessité de continuer à se soutenir l'un et l'autre sur les questions ayant trait à leurs intérêts respectifs et à leurs préoccupations majeures.

Selon **le Président Xi Jinping**, les deux parties doivent améliorer leur coopération pragmatique en vue de l'intégration des investissements, le renforcement des échanges entre les peuples et l'approfondissement de la coopération dans le domaine de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée.

Le Chef de l'Etat togolais a, pour sa part, indiqué que les pays africains apprécient hautement les «huit initiatives majeures» proposées par **le Président Xi** lors du sommet et s'emploieront, de concert avec la Chine, à rendre réelle et plus solide la communauté de destin entre la Chine et Afrique.

Saluant la longue amitié avec la Chine et appréciant le soutien chinois de longue date, le Président de la République a déclaré que le Togo est disposé à apprendre de l'expérience de développement de la Chine, à tirer parti de ses avantages régionaux et à participer à la construction de l'Initiative «la Ceinture et la Route», afin d'accélérer le développement de l'agriculture et la numérisation pour ainsi réduire la pauvreté.

Il a également exprimé le soutien du Togo à la Chine sur la scène internationale et sa volonté de renforcer la communication et la

political trust and friendly interaction between the two peoples, and continue to mutually support each other on issues related to their key interests and their major concerns.

According to President Xi Jinping, Togo and China need to improve their cooperation for the integration of investment, construction and exploitation ..., strengthen exchanges between peoples and deepen cooperation in the field of maritime security in the Gulf of Guinea.

*The Togolese Head of State, **Mr. Faure Gnassingbé**, on his part, congratulated China for the success of the Pekin Summit, which raised the global strategic partnership of cooperation between China and Africa to a higher level.*

He declared that African countries highly value President Xi's «eight major initiatives» suggested at the summit and will make joint efforts with China to make real and even stronger the China-Africa community of destiny desired by the two parties.

Welcoming the long friendship between Togo and China, the President of the Republic declared that Togo is willing to learn from China's development experience, to take advantage of its regional advantages and to participate in the construction of the «Belt and Road» Initiative so as to accelerate development in agriculture and digitization to reduce poverty.

He also expressed Togo's support for China on the international scene and its willingness to strengthen communication and coordination with China in multilateral affairs.

After the meeting, the two leaders proceeded to the signing of four bilateral cooperation documents between China and Togo. This is a Memorandum of Understanding on cooperation in the Silk Road and the 21st Century Silk marine Road Initiative; the Economic and Technical Cooperation Agreement between the two countries; of the Exchange Letter regarding the implementation of the Kara Agricultural Project and the insecticide treated bed nets Exchange Letter.

HEARINGS GRANTED TO THE DIFFERENT PERSONALITIES OF THE ECONOMIC WORLD

After the forum, the Head of State met several representatives of major groups involved in sectors such as infrastructure, energy, agriculture, railways, banking, telecommunications and e-commerce and trade, namely:

- *China Road and Bridge, a civil engineering company that has built a number of roads in Togo;*
- *China Railway Construction Bridge Engineering with which the Lomé-Cinkassé railway project (600km) was discussed;*
- *China Africa Machine, manufacturing agricultural*

DOSSIER

coordination avec la Chine dans les affaires multilatérales.

Après la rencontre, les deux dirigeants ont assisté à la signature de quatre documents de coopération bilatérale entre la Chine et le Togo. Il s'agit d'un Mémoire d'Entente concernant la coopération dans le cadre de la Ceinture économique de la route de la soie et de l'Initiative de la route maritime de la soie au 21^{ème} siècle ; de l'Accord de coopération économique et technique entre les deux pays ; de la Lettre d'échange concernant la réalisation du projet agricole de Kara et de la Lettre d'échange sur les moustiquaires imprégnées.

AUDIENCES ACCORDÉES AUX DIFFÉRENTES PERSONNALITÉS DU MONDE ÉCONOMIQUE

Profitant de son séjour en Chine, le Chef de l'Etat a rencontré plusieurs représentants de grands groupes intervenant dans des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, les rails, la banque, les télécommunications et l'e-commerce à savoir :

- China Road and Bridge, une société de travaux publics qui a réalisé un certain nombre d'ouvrages routiers au Togo ;
- China Railway Construction Bridge Engineering avec lesquels il a été question du projet de ligne ferroviaire entre Lomé et Cinkassé (600km) ;
- China Africa Machine, fabriquant des machines agricoles. Cette entreprise envisage d'installer une usine d'assemblage au Togo pour les tracteurs, mais aussi pour des équipements de préparation des sols et des machines destinées à la transformation ;
- Power China, une société déjà engagée dans la construction du barrage d'Adjarala. Une réalisation commune au Togo et au Bénin dont l'investissement est estimé à 300 milliards de F CFA ;
- Zhongmei, entreprise spécialisée dans les infrastructures et l'agriculture, qui a marqué son intérêt pour la future technopole agro-alimentaire d'Akodessewa (préfecture de Vo) ;
- China Tiesiju Civil Engineering Group, également active dans le secteur des infrastructures.

Par ailleurs, le Président de la République a tenu une mini-table ronde avec une délégation d'entrepreneurs chinois conduite par **M. Zhang Yujing**, Président de la China Chamber of Commerce for Import and Export of Machinery and Electronic Products (CCCME). À l'issue de cette table ronde, une convention de partenariat a été signée entre la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et la CCCME.

machinery. The company plans to put in place an assembly complex in Togo for tractors, but also for soil preparation equipment and machinery for processing;

- *Power China, a company already engaged in the construction of Adjarala dam. A joint achievement in Togo and Benin whose investment is estimated at 300 billion CFA francs;*
- *Zhongmei, a company specializing in infrastructure and agriculture, which has shown interest in the future agro-food techno pole of Akodessewa (Vo prefecture);*
- *China Tiesiju Civil Engineering Group, also active in the infrastructure sector.*

In addition, the President of the Republic Faure Gnassingbé held a mini-round table with a Chinese entrepreneurs delegation led by Mr. Zhang Yujing, President of China Chamber of Commerce for Import and Export of Machinery and Electronic Products (CCCME). At the end of this round table, a partnership agreement was signed between the Chamber of Commerce and Industry of Togo (CCIT) and the CCCME.

Finally, the Togolese President visited the headquarters of the Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). Created 4 years ago, this multilateral development bank aims at filling the infrastructure deficit in the region. To this end, 6 priority sectors have been identified: rural infrastructure and agriculture, energy, environmental protection, transport and telecommunications, water and sanitation as well as urban and logistical development. On this occasion, the Togolese Government has shown his interest in joining the bank.



Crédit Photo : Emmanuel PITA

DOSSIER

Enfin, le Président togolais s'est rendu au siège de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). Créée il y a 4 ans, cette banque de développement multilatérale a pour objectif de combler le déficit d'infrastructures dans la région. A cette fin, 6 secteurs prioritaires ont été identifiés : les infrastructures rurales et l'agriculture, l'énergie, la protection de l'environnement, les transports et télécommunications, l'eau et l'assainissement ainsi que le développement urbain et logistique. Le Gouvernement togolais a manifesté son souhait d'adhérer à cette banque.

Plusieurs autres rencontres de ce genre ont eu lieu dans les provinces chinoises du Zhejiang et du Guangdong.

Toutes ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mobilisation des investissements publics et privés chinois pour la réalisation du Plan national de développement (PND).

FORUM D'AFFAIRES CHINE-TOGO DE HANGZHOU

Le Président Faure Gnassingbé a officiellement lancé, le 07 septembre 2018 à Hangzhou dans la Province du Zhejiang, le premier « Business Forum Togo-Chine ».

Ce forum a été co-présidé par **M. Zhu Congjiu**, le Vice-gouverneur de la province, et **M. Shi Jiyang**, le président du Fonds de développement sino-africain (CAD Fund) dont la vocation est

All these meetings are part of the mobilization of Chinese public and private investment for the realization of the National Development Plan (PND).

The Head of State also visited several other Chinese provinces of Zhejiang and Guangdong where he granted business opportunity meetings for Togo.

HANGZHOU CHINA-TOGO BUSINESS FORUM

On September 7, 2018, President Faure Gnassingbé officially launched the first «Togo-China Business Forum» in Hangzhou, Zhejiang Province.

This forum was co-chaired by Mr. Zhu Congjiu, Vice Governor of the province, and Mr. Shi Jiyang, President of the China-Africa Development Fund (CAD Fund) which purpose is to support Chinese enterprises that want to develop in Africa.

This important event was an opportunity to present the National Development Plan to the private sector of which participation in achieving the objectives is expected to 65%.

In his opening remarks, the Togolese Head of State presented the economic potential of Togo and highlighted its geographical position which makes it a natural gateway to West Africa. According to him, produce in Togo, is the guarantee of being able to export the production without tariff barrier towards the



DOSSIER

de soutenir les entreprises chinoises qui veulent se développer en Afrique.

Cet important évènement a été une occasion de présenter le Plan National de Développement au secteur privé dont la participation à la réalisation des objectifs est attendue à hauteur de 65%.

Dans son mot d'ouverture, le Chef de l'Etat togolais a présenté les potentialités économiques du Togo en mettant en avant son positionnement géographique qui en fait une porte d'entrée naturelle en Afrique de l'Ouest. Pour lui, produire au Togo, c'est la garantie de pouvoir exporter sans barrière tarifaire vers les pays de la CEDEAO qui représente un marché de plus de 300 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et dont le niveau de vie et de consommation augmentent rapidement.

A l'issue de ce Forum, un accord de coopération a été signé avec le CAD Fund. C'est le Ministre de l'Economie et des Finances, **Monsieur Sani YAYA**, qui a paraphé le document au nom du Gouvernement togolais.

Le Chef de l'Etat a également effectué des visites d'entreprises, notamment celle du géant Alibaba ou encore la Zone économique et technologique de développement industriel de Hangzhou.

Au siège du groupe Alibaba, il a été accueilli par le co-fondateur du groupe, Jack Ma. Ce dernier a déclaré à la délégation présidentielle que son unité d'incubation était disposée à recevoir des jeunes togolais et envisage de développer des sites de e-commerce en Afrique.

ETAPE DE GUANGZHOU

Après Hangzhou, le Président de la République s'est rendu à Guangzhou où il a eu une rencontre avec l'Association des industries textiles de la province du Guangdong après avoir visité l'usine textile Foshan Nahai N°1 Garments Co.Ltd, une des plus grandes unités de transformation et de manufacture du pays.

Le Chef de l'Etat a achevé sa visite en Chine par la rencontre de la communauté togolaise de Guangzhou.

Des membres de la communauté togolaise en Chine ont échangé avec le Président de la République sur leurs conditions de vie et ont formulé des doléances visant à la facilitation de leurs voyages et affaires.

S.E.M. Faure Gnassingbé les a félicités pour leur exemplarité et pour les vertus de fraternité et de solidarité qui les caractérisent. Il les a également invités à jouer leur partition, en s'investissant résolument dans le renforcement des relations sino-togolaises. ↗

countries of the ECOWAS which represents a market of more than 300 million people in West Africa and whose standard of living and consumption increases rapidly.

This Forum was marked by the signing of a cooperation agreement with the CAD Fund. The Minister of Economy and Finance, Mr. Sani YAYA, initialed the document on behalf of the Togolese Government.

At the end of the opening ceremony of the Forum, the Head of State paid visits to companies, including that of the giant Alibaba or the Economic and Technological Development Zone of Hangzhou.

At the headquarters of the Alibaba Group, the President was welcomed by the group's co-founder, Jack Ma, who expressed his wish to welcome in his incubation unit young Togolese proponent for professionalization.

GUANGZHOU STAGE

After Hangzhou, the President of the Republic traveled to Guangzhou where he had a meeting with the Textile Industries Association of Guangdong Province after visiting the Foshan Nahai Textile Factory No. 1 Garments Co.Ltd, one of the largest processing and manufacturing units in the country.

The Head of State completed his visit to China by meeting the Togolese community of Guangzhou.

These compatriots exchanged with the President of the Republic on their living conditions and formulated grievances aimed at the facilitation of their travels and business.

He congratulated them for their known exemplarity and for the virtues of fraternity and solidarity they demonstrate in the Chinese land. He also invited them to play their part, investing resolutely in strengthening China-Togolese relations. ↗

ACTUALITÉS



Crédit Photo : Emmanuel PITA

LA PARTICIPATION REMARQUÉE DU TOGO AU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 73^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

THE REMARKABLE CONTRIBUTION OF TOGO IN TO THE GENERAL DEBATE OF THE 73RD ORDINARY SESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

Par S.E.M. Kokou KPAYEDO, Ambassadeur, Représentant permanent du Togo auprès de l'ONU
By H.E Kokou KPAYEDO, Ambassador, Permanent Representative of Togo to the United Nations

Le 26 juin 1945, à l'issue de la Conférence de San Francisco, les Représentants de 50 Etats, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, ont adopté la Charte de San Francisco établissant l'Organisation des Nations Unies comme gardienne d'un nouvel ordre mondial fondé sur la paix, la sécurité, les droits de l'homme et la coopération internationale. L'ordre international qui s'est construit sur la volonté de tourner le dos aux atrocités de la guerre et qui s'est consolidé sur plus

On June 26, 1945, at the end of the San Francisco Conference, the Representatives of 50 States, determined to save future generations from the scourge of war that, in our lifetime, inflicted on the humanity of untold suffering, adopted the San Francisco Charter establishing the United Nations as the guardian of a new world order based on peace, security, human rights and international cooperation.

The international order that is built on the desire to turn its back on the atrocities of war and has consolidated over more than 70

ACTUALITÉS

de 70 ans, ne doit pas être pris pour acquis. En effet, comme cela a été évoqué par le Secrétaire général de l'ONU, « les vents contraires n'ont sans doute jamais été aussi forts depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale. Or cet édifice fragile, avec en son centre l'Organisation des Nations Unies, est plus que jamais indispensable face aux grands défis de notre temps. Mais, il doit évoluer et se réformer en profondeur s'il veut pouvoir y parvenir »

Face aux défis existants ou émergents, il s'agit de refonder l'ordre international avec une ONU reformée au cœur de la gouvernance mondiale, notamment à travers ses principaux organes dont le plus représentatif reste l'Assemblée générale.

En effet, l'Assemblée générale est l'un des six organes principaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU), au sein duquel tous les Etats membres sont appelés, comme dans un hémicycle, à prendre des décisions sur la base du principe sacrosaint d'un Etat, une voix. Dans ce forum diplomatique unique, les représentants des 193 Etats membres débattent et délibèrent sur tout un éventail de questions liées, notamment à la paix et à la sécurité internationales, à la coopération internationale, à la protection de la planète et à la recherche de la prospérité humaine.

Tous les ans, l'Assemblée générale, conformément à son règlement intérieur, tient au cours du mois de septembre son débat général qui lance les travaux de la phase active de sa session ordinaire. Tenu sur une semaine, le débat général de l'Assemblée générale est une rencontre thématique de haut niveau au cours de laquelle les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et des Etats ayant le statut d'observateur de l'ONU se réunissent au siège de l'Organisation à New York afin de débattre des questions d'ordre mondial, y compris de l'avenir de l'Institution.

Dans la pratique, en marge de cette rencontre au sommet, s'organisent des événements parallèles de haut niveau qui entretiennent au siège des Nations Unies une ambiance vivante et particulière animée par les institutions onusiennes, les Etats membres, les organisations intergouvernementales et leurs partenaires.

Pour cette année 2018, les Etats membres ont été conviés, du 25 septembre au 1^{er} octobre, au débat général de la 73^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le thème intitulé « Faire de l'ONU une organisation pertinente pour tous : Un leadership mondial fondé sur des responsabilités partagées, au service des sociétés pacifiques, équitables et durables ».

Par ce thème, Madame María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale, entend

years must not be taken for granted. Indeed, as mentioned by the Secretary-General of the United Nations, "the headwinds have probably never been stronger since the aftermath of the Second World War. But this fragile building, with the United Nations at its center, is more than ever indispensable to the great challenges of our time. But, it must evolve and reform in depth if it wants to achieve it".

Faced with existing or emerging challenges, it is a question of refounding the international order with a reformed UN at the heart of global governance, particularly through its main bodies, of which the most representative remains the General Assembly.

Indeed, the General Assembly is one of the six principal organs of the United Nations (UN), in which all member states are called, as in a hemicycle, to take decisions on the basis of the sacrosanct principle of a state, a voice. In this unique diplomatic forum, representatives of the 193 member states debate and deliberate on a range of issues, including international peace and security, international cooperation, protection of the planet and the search for human prosperity.

Every year, the General Assembly, in accordance with its rules of procedure, holds during the month of September its general debate, which launches the work of the active phase of its ordinary session. Held over a week, the general debate of the General Assembly is a high-level thematic meeting in which Heads of State and Government of Member States and States with Observer Status of the United Nations gather at the Organization's headquarters in New York to discuss global issues, including the future of the institution.

In practice, on the sidelines of this summit meeting, high-level side events are taking place at United Nations Headquarters, providing a lively and special atmosphere chaired by UN institutions, member states, intergovernmental organizations and their partners.

For this year 2018, Member States were invited, from 25 September to 1 October, to the general debate of the 73rd regular session of the UN General Assembly on the theme «Making the UN a relevant organization for all : Global leadership based on shared responsibilities, serving peaceful, equitable and sustainable societies».

With this theme, Mrs. María Fernanda Espinosa Garcés, President of the 73rd session of the General Assembly, intends to invite Member States to reflect on the major and pragmatic role that the United Nations must now play, in the current context of multifaceted challenges to which countries and the planet are still confronted. It has also pledged to contribute, during its mandate, to placing the man at the center of the mission of the United Nations by declaring to take into account in its initiatives «the fact that our peoples are the main ones concerned by our commitments and our decisions, and that we are indebted to them ».

inviter les Etats membres à réfléchir sur le rôle majeur et pragmatique que l'ONU doit désormais jouer, dans le contexte actuel de défis multiformes auxquels les pays et la planète restent confrontés. Elle s'est d'ailleurs engagée à contribuer, durant son mandat, à placer l'homme au centre de la mission des Nations Unies en déclarant tenir compte dans ses initiatives « du fait que nos peuples sont les principaux concernés par nos engagements et nos décisions, et que nous sommes redevables envers eux ».

Dès l'entame du débat général, le Secrétaire général des Nations Unies, **Monsieur Antonio GUTERRES**, faisant référence aux défis institutionnels, a déploré le syndrome du déficit de confiance qui affecte aussi bien les institutions nationales que les relations entre Etats ou encore l'idée d'un ordre mondial reposant sur des règles. Autrement, le multilatéralisme se trouve être menacé au moment même où l'on en a le plus besoin, en particulier pour résoudre les défis mondiaux.

A la suite du Secrétaire général, les dirigeants des Etats membres, qui se sont succédés à la tribune de l'Assemblée générale, ont mis en évidence les défis que l'ONU doit encore relever pour faire des ambitions de la Charte des Nations Unies une réalité. La gestion de la mobilité humaine, notamment des flux de réfugiés, a été au cœur des discours, dans la perspective de l'adoption du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, les 10 et 11 décembre 2018 à Marrakech au Maroc.

Par ailleurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont reconnu que la survie de l'humanité est en jeu, en faisant un lien avec les changements climatiques et les diverses menaces à la paix et à la sécurité internationales, notamment en Afrique. Un appel pressant a été lancé pour un changement de paradigme dans la gouvernance de l'Organisation des Nations Unies qui doit s'appuyer sur le multilatéralisme pour dynamiser la coopération internationale.

En ce qui concerne le Togo, le Chef de l'Etat, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, à la tête d'une forte délégation, composée de plusieurs Ministres, de Conseillers techniques et de Diplomates de haut rang, n'a pas manqué de prendre activement part à cette grande messe diplomatique annuelle.

En effet, des séances plénières du débat général aux événements parallèles de haut niveau, en passant par des rencontres bilatérales, la délégation togolaise, sous la conduite du Président de la République, s'est engagée, tout au long de son séjour à New York, dans une offensive diplomatique très remarquable à la recherche de partenariats nouveaux et d'une coopération internationale renforcée en faveur du Togo.

*At the beginning of the general debate, the Secretary-General of the United Nations, **Mr. Antonio GUTERRES**, referring to the institutional challenges, deplored the syndrome of the deficit of trust which affects the national institutions as well as the relations between States or the idea of a world order based on rules. Otherwise, multilateralism is threatened at the very moment when it is needed most, particularly to solve global challenges.*

Following the Secretary-General, the leaders of the Member States, who have followed one another in the rostrum of the General Assembly, have highlighted the challenges that the United Nations still has to meet to make the ambitions of the United Nations Charter a reality. The management of human mobility, including refugee flows, was at the heart of the speeches, in view of the adoption of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, on 10 and 11 December 2018 in Marrakech, Morocco.

In addition, the Heads of State and Government recognized that the survival of humanity is at stake, making a link with climate change and the various threats to international peace and security, particularly in Africa. An urgent appeal has been made for a paradigm shift in the governance of the United Nations that must be based on multilateralism to boost international cooperation.

*With regard to Togo, the Head of State, **His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE**, at the head of a strong delegation, made up of several Ministers, Technical Advisers and high-ranking Diplomats, did not miss to take an active part in this great annual diplomatic mass.*

Indeed, from plenary sessions of the general debate to high-level side events, including bilateral meetings, the Togolese delegation, under the leadership of the President of the Republic, committed himself throughout his stay in New York, in a very remarkable diplomatic offensive in search of new partnerships and enhanced international cooperation for Togo.

• AN ACTIVE PARTICIPATION IN THE GENERAL DEBATE

In the general debate, Togo marked its presence with an eloquent statement that Professor Robert DUSSEY, Minister for Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, had the honor to present, on behalf of the Chief of the State, before the august United Nations General Assembly. In his address, the Head of the Togolese Diplomacy welcomed the relevance of the theme chosen for this session which clearly poses the problem of the reform of the largest world organization as a logical necessity. Expressing Togo's position, he felt that the UN Institution, as a pole of global collective responsibility, needs to be up-to-dated in its organization and functioning, if it is to play an effective

ACTUALITÉS

• UNE PARTICIPATION ACTIVE AU DÉBAT GÉNÉRAL

Au débat général, le Togo a marqué sa présence par une déclaration éloquentes que le **Professeur Robert DUSSEY**, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, a eu l'honneur de présenter, au nom du Chef de l'Etat, devant l'auguste Assemblée générale des Nations Unies. Dans son allocution, le Chef de la diplomatie togolaise s'est félicité de la pertinence du thème retenu pour cette session qui pose clairement la problématique de la réforme de la plus grande organisation mondiale comme une nécessité logique. Exprimant la position du Togo, il a estimé que l'Institution onusienne, en tant que pôle d'exercice de la responsabilité collective à l'échelle mondiale, doit se mettre à jour dans son organisation et dans son fonctionnement, si elle veut efficacement jouer son rôle d'institution au service de la communauté humaine.

A l'échelle africaine où se pose avec acuité le problème du développement, le **Ministre DUSSEY**, dans son plaidoyer, a indiqué que les gouvernants ont pris conscience de la nécessité d'accélérer le processus d'intégration régionale pour mutualiser les efforts de développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté, comme le recommandent l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et le Programme universel du développement durable à l'horizon 2030. A cet égard, il s'est réjoui du choix porté sur le Président togolais par ses pairs pour le pilotage du projet d'établissement du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA), un instrument important d'intégration économique du continent.

Aussi, sur la question de la paix et de la sécurité internationales, **Monsieur DUSSEY** a-t-il salué la tenue à Lomé, le 30 juillet 2018, à l'occasion du mandat du Togo à la Présidence en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, du premier Sommet conjoint des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Selon le Ministre, cette rencontre, première du genre sur le continent, organisée à l'initiative des deux sous-régions, a permis de créer un cadre d'échanges sur les conditions préventives et opérationnelles de préservation et de maintien d'une paix durable dans l'espace commun des deux communautés.

• UNE PARTICIPATION REMARQUÉE AUX ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES DE HAUT NIVEAU

role as an institution at the service of the human community.

*At the African scale, where the problem of development is acute, **Minister Dussey**, in his plea, indicated that the rulers have become aware of the need to accelerate the process of regional integration to pool development and Poverty Reduction Strategies, as recommended by the African Union Agenda 2063 and the Universal Agenda for Sustainable Development to 2030. In this respect, he welcomed the choice, not by chance, focused on the Togolese President by his peers for steering the project to establish the Single Market for Air Transport in Africa (MUTAA), an important instrument of economic integration of the continent.*

*Also, on the issue of international peace and safety, **Mr. DUSSEY** welcomed the holding in Lomé on July 30, 2018, on the occasion of the mandate of Togo to the Presidency-in-Office of the Conference of Chiefs of State and Government of the Economic Community of West African States, of the First Joint Summit of Heads of State and Government of ECOWAS and the Economic Community of Central African States (ECCAS) on peace, security, stability and the fight against terrorism and violent extremism. According to the Minister, this meeting, the first of its kind on the continent, organized on the initiative of the two sub-regions, has created a framework for exchanges on the preventive and operational conditions for preserving and maintaining a lasting peace in the common space of both communities.*

• AN OUTSTANDING PARTICIPATION IN HIGH LEVEL SIDE EVENTS

In addition to the general debate, the Togolese delegation took an active part in a number of side events at and outside the United Nations. In this regard, it should be noted with satisfaction that the President of the Republic participated, as a keynote speaker, in the High Level Dialogue on «Health and Financing in Africa: Pathways for Economic Growth and Prosperity» held at the United Nations in New York on September 27, 2018, at the initiative of the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) and its partners. The Head of State took the opportunity to discuss the challenges of financing the health sector, taking example of the experience of Togo. He also stressed the need to promote innovative public-private partnerships to sustainably meet the needs of people in this strategic sector of development of African countries.

***President GNASSINGBE** also had the honor of being invited to the second edition of the «One Planet Summit» in which he participated as one of the eminent panelists. This summit meeting organized in New York on September 26, 2018, on the joint initiative of the French President, **His Excellency Emmanuel MACRON**, of the United Nations and the Bloomberg Foundation, was a platform for discussions on climate change,*

En plus du débat général, la délégation togolaise a pris une part active à plusieurs événements parallèles. A cet égard, il faut souligner avec satisfaction que le Président de la République a participé, en qualité d'orateur principal, au Dialogue de haut niveau sur le thème « Santé et financement en Afrique : les voies de la croissance économique et de la prospérité » tenu aux Nations Unies à New York, le 27 septembre 2018, à l'initiative de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires. Le Chef de l'Etat a saisi cette opportunité pour évoquer les défis du financement du secteur de la santé, en s'inspirant de l'expérience du Togo. Il a souligné par ailleurs la nécessité de promouvoir des partenariats innovants publics-privés pour répondre durablement aux besoins des populations dans ce secteur stratégique du développement des pays africains.

Le **Président GNASSINGBE** a également eu l'honneur d'être invité à la deuxième édition du « One Planet Summit » à laquelle il a participé en tant qu'un des éminents panelistes. Cette rencontre au sommet organisé à New York, le 26 septembre 2018, sur l'initiative conjointe du Président français, **Son Excellence Monsieur Emmanuel MACRON**, des Nations Unies et de la Fondation Bloomberg, a été une plateforme d'échanges sur les changements climatiques, dans l'esprit de l'Accord de Paris adopté en 2015. Le Président togolais a eu l'occasion inédite de partager avec ses pairs et les distingués participants à ce sommet l'expérience et les projets du Togo dans le domaine de l'énergie renouvelable comme une réponse aux défis liés aux changements climatiques.

• LA MULTIPLICATION DES ENTRETIENS BILATÉRAUX DE HAUT NIVEAU

L'un des temps forts du séjour de la délégation togolaise à New York, dans le cadre du débat général de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été les entretiens bilatéraux que le Chef de l'Etat a eus avec d'éminentes personnalités, notamment **Monsieur Antonio GUTERRES**, Secrétaire général des Nations Unies, **Son Excellence Monsieur Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO**, Président de la République de la Guinée Equatoriale, **Madame Michaele JEAN**, alors Secrétaire générale de la Francophonie et **Monsieur Achim STEINER**, Administrateur du PNUD.

De ces audiences, on peut particulièrement observer que le tête-à-tête avec le Secrétaire général des Nations Unies a porté sur des questions d'intérêt liées à la paix et à la sécurité internationales, dans le contexte actuel d'un monde éprouvé par la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent. Les deux personnalités se sont félicitées de la coopération agissante entre les organisations

in the spirit of the Paris Agreement adopted in 2015. The Togolese President had the unprecedented opportunity to share with Togo's peers and distinguished participants the experience and projects of Togo in the field of renewable energy as a response to the challenges of climate change.

• THE MULTIPLICATION OF HIGH-LEVEL BILATERAL TALKS

*One of the highlights of the stay of the Togolese delegation in New York, as part of the general debate of the 73rd session of the United Nations General Assembly, was the bilateral talks that the Head of State had with eminent personalities, including **Antonio GUTERRES**, Secretary-General of the United Nations, **His Excellency Mr. Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO**, President of the Republic of Equatorial Guinea, **Mrs. Michaele JEAN**, then Secretary General of La Francophonie and **Mr. Achim STEINER**, Administrator of UNDP .*

*From these hearings, it can be seen that the private talk with the UN Secretary-General focused on issues of interest related to international peace and security, in the current context of a world in which the rise of terrorism and violent extremism. Both officials welcomed the active cooperation between African subregional organizations and the United Nations system, and more particularly Togo's support for United Nations initiatives. **Mr. GUTERRES** expressed satisfaction with the progress made on political, institutional and constitutional reforms, particularly in the framework of the inter-Togolese dialogue, and encouraged Togo to continue the internal political dialogue with a view to the legislative elections scheduled for December 2018. In the same vein, **President Faure** took the opportunity of his meeting with the Administrator of UNDP, to commend the continued support of his country from the United Nations system and more particularly UNDP. He emphasized on the new National Development Plan (PND) and the main projects of its implementation to boost the emergence of Togo. **Mr. STEINER** reaffirmed his Institution's commitment to support the Togolese Government.*

• THE SIGNING OF SEVERAL BILATERAL AGREEMENTS

The dynamism shown by the Togolese delegation in New York was not only fueled by bilateral speeches and contacts, it was also illustrated by the negotiation and signing of bilateral agreements, particularly with the Federation of Saint- Kitts-and-Nevis and the Republic of Gabon, which concern, for the first, the extension of Togo's diplomatic network, and for the latter, on the easiness for official travels and the creation of a framework for cooperation on the child trafficking.

- *Agreement establishing diplomatic relations between*

ACTUALITÉS

sous-régionales africaines et le système des Nations Unies et plus particulièrement du soutien du Togo aux initiatives de l'ONU. **Monsieur GUTERRES** s'est dit satisfait des progrès accomplis concernant les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles, notamment dans le cadre du dialogue inter-togolais, et a encouragé le Togo à poursuivre le dialogue politique interne en vue des élections législatives prévues en décembre 2018. Aussi, dans le même ordre d'idées, **le Président Faure** a-t-il saisi l'occasion de sa rencontre avec l'Administrateur du PNUD, pour saluer l'appui constant dont son pays bénéficie de la part du système des Nations Unies et plus particulièrement du PNUD. Il s'est appuyé sur le nouveau Plan National de Développement (PND) et les principaux projets de sa mise en œuvre pour booster l'émergence du Togo. **Monsieur STEINER** a réaffirmé de l'engagement de son Institution à accompagner le Gouvernement togolais.

• LA SIGNATURE DE PLUSIEURS ACCORDS BILATÉRAUX

Le dynamisme dont a fait montre la délégation togolaise à New York, n'a pas été nourri que des discours et des contacts bilatéraux, il a été également illustré par la négociation et la signature d'accords bilatéraux, notamment avec la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis et la République du Gabon, qui portent, pour le premier, sur l'extension du réseau diplomatique du Togo, et pour le second, sur les facilités des voyages officiels et la création d'un cadre de coopération sur la traite des enfants.

• *Accord d'établissement des relations diplomatiques entre le Togo et la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis*

Conformément à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 et à la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, le **Professeur Robert DUSSEY** et son Homologue des Affaires Etrangères et de l'Aviation de Saint-Kitts-et-Nevis, **Son Excellence Monsieur Mark Brantley**, ont procédé, le 25 septembre 2018, à la signature d'un Communiqué Conjoint aux termes duquel leurs Gouvernements respectifs décident d'établir des relations diplomatiques. Cet accord ouvre désormais la voie à l'institution et au raffermissement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, dans l'intérêt bien compris de leurs populations respectives.

• *Accord d'Exemption de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service et Accord de coopération en matière de lutte contre la traite des enfants entre le Togo et le Gabon*

Toujours, le 25 septembre 2018 au siège des Nations Unies, **le Ministre Robert DUSSEY** et son Homologue du Gabon, **Son Excellence Monsieur Régis IMMONGAULT**, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Régionale, ont marqué un pas de plus qui scelle

Togo and the Federation of Saint-Kitts-and-Nevis

In accordance with the Vienna Convention on Diplomatic Relations of April 18, 1961 and the Vienna Convention on Consular Relations of April 24, 1963, Professor Robert DUSSEY and his Counterpart of Foreign Affairs and Aviation of St. Kitts and -Nevis, His Excellency Mr. Mark Brantley, on September 25, 2018, signed a Joint Communiqué in which their respective Governments decide to establish diplomatic relations. This agreement now paves the way for the institution and strengthening of relations of friendship and cooperation between the two countries, in the best interest of their respective populations.

• *Visa Exemption Agreement for Diplomatic and Service Passports Holders and Cooperation Agreement to Combat Children Trafficking between Togo and Gabon*

Also, on September 25, 2018 at the United Nations Headquarters, the Minister Robert DUSSEY and his Counterpart of Gabon, His Excellency Régis IMMONGAULT, Minister of State, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and Regional Integration, marked one more step that further seals the good relations that exist so happily between Togo and Gabon. The two Ministers signed two important agreements.

The first Agreement provides for the exemption of visas for diplomatic and service passports holders between the Republic of Togo and the Republic of Gabon. The purpose of this agreement is to provide reciprocal travel and accommodation facilities for Togolese and Gabonese officials as part of their mission in both countries.

The second agreement concerns cooperation between Togo and Gabon in the fight against child trafficking. This Agreement is a bilateral legal instrument that sets out a framework in which the two countries can now cooperate and synergize their policies, strategies and actions in the fight against the scourge of child trafficking.

Faced with the proliferation of regional and global crises and conflicts, Togo, during this 73rd session of the General Assembly, called for a recommitment to the United Nations and a renewed, demanding and humanistic multilateralism. This commitment is at the heart of the vision and action of the Togolese Head of State, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE:

- *Reason why Togo participates actively in the various United Nations peacekeeping operations and, despite its small size, ranks as the 13th largest contributor of troops;*
- *Reason why Togo has been chosen by the United Nations as a pilot country for the integration of the SDGs into national development plans and policies and submitted to voluntary review during several editions of the Political Forum High Level Forum for Sustainable Development organized under the auspices of the UN Economic and*

ACTUALITÉS

davantage les relations de qualité qui existent si heureusement entre le Togo et le Gabon. Les deux Ministres ont procédé à la signature de deux importants accords.

Le premier accord porte exemption de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service entre la République Togolaise et la République Gabonaise. Cet accord a pour objectif d'accorder des facilités réciproques de voyage et de séjour à l'intention des officiels togolais et gabonais dans le cadre de leur mission dans l'un et l'autre des deux pays.

Le second Accord a trait à la coopération entre le Togo et le Gabon en matière de lutte contre la traite des enfants. Cet Accord est un instrument juridique bilatéral qui définit un cadre dans lequel les deux pays peuvent désormais coopérer et mettre en synergie leurs politiques, leurs stratégies et leurs actions en faveur de la lutte contre le fléau de la traite des enfants.

Face à la multiplication des crises et des conflits régionaux et planétaires, le Togo, au cours de cette 73^{ème} session de l'Assemblée générale, a appelé à un réengagement en faveur des Nations Unies et d'un multilatéralisme rénové, exigeant et humaniste. Cet engagement est au cœur de la vision et de l'action du Chef de l'Etat togolais, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**. C'est pourquoi:

- le Togo participe activement aux diverses opérations de maintien de la paix des Nations Unies et se hisse au 13^{ème} rang des pays contributeurs de troupes ;
- le Togo a été choisi par les Nations Unies comme pays pilote pour l'intégration des ODD dans les plans et politiques de développement nationaux et s'est soumis à l'examen volontaire au cours de plusieurs éditions du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous l'égide du Conseil Economique et Social de l'ONU (ECOSOC) ;
- le Togo a sollicité et obtenu la confiance de la Communauté internationale en se faisant réélire brillamment au Conseil des droits de l'homme lors de la présente session ;
- le Président de la République Togolaise a personnellement signé l'Accord de Paris sur le climat, marquant ainsi sans équivoque son engagement pour la lutte contre les changements climatiques et la sauvegarde de l'environnement ;
- le Togo prendra, au plus haut niveau, une part active à la Conférence intergouvernementale de Marrakech, les 10 et 11 décembre 2018, sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

En somme, tous ces grands défis et enjeux mondiaux ont inspiré et rythmé la participation du Chef d'Etat, Chef de la délégation togolaise, pour qui l'ONU, en pleine réforme, reste et demeure la seule chance pour le maintien d'un ordre mondial apaisé, juste, équitable et où il fait bon vivre. ✎

Social Council (ECOSOC);

- *Reason why Togo sought and obtained the confidence of the international community by being brilliantly re-elected to the Human Rights Council at this session;*
- *Reason why the President of the Republic of Togo personally signed the Paris Agreement on Climate, thus unequivocally marking his commitment to the fight against climate change and the protection of environment;*
- *Finally Reason why, Togo will, at the highest level, take an active part in the Intergovernmental Conference in Marrakesh, on 10 and 11 December 2018, on the Global Compact for safe, orderly and regular migration.*

In short, all these great challenges and global challenges have inspired and punctuated the participation of the Head of State, Head of the Togolese delegation, for whom the UN, in full reform, remains and the only chance for the maintenance of a world order peaceful, fair, equitable and where life is good.

Indeed, as Dag Hammarskjöld, former Secretary General of illustrious memoir, so aptly stated: «The United Nations was not created to bring the world to heaven, but to avoid hell.»

Yes, avoid the hell of war, of poverty, in short, of human misery. This is precisely what the Togolese Government firmly believes and commits itself to, through active and offensive diplomacy at the service of peace and development. ✎

ACTUALITÉS

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS POST-COTONOU : VERS UN PARTENARIAT MODERNE ACP-UE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES ETATS ACP ?

OPENING OF THE POST-COTONOU NEGOTIATIONS : TOWARDS A MODERN ACP-EU PARTNERSHIP AT THE SERVICE OF THE ACP STATES' DEVELOPMENT?

Par Dr. Malemda KAMELE, Conseiller à l'Ambassade du Togo à Bruxelles
By Dr. Malemda KAMELE, Counselor at the Embassy of Togo in Brussels

Depuis plus de quatre décennies, la question du développement, voire de la survie des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est régie par un accord de partenariat entre ce Groupe d'Etats et l'Union Européenne (UE). En effet, les relations entre le Groupe des Etats ACP et l'UE remontent à 1975, avec la signature de la première Convention de Lomé. Ce dispositif conclu par l'Europe avec ses anciennes colonies a été qualifié de « modèle unique pour la coopération Nord-Sud » au regard de son caractère juridiquement contraignant, de sa portée globale incluant l'aide, le commerce et la coopération politique, de ses institutions communes, de son mécanisme de cogestion, ainsi que de la création d'un instrument financier spécifique, le Fonds européen de développement (FED).

La coopération ACP-UE, telle que mise en œuvre, de 1975 à ce jour, a montré ces limites. Fort heureusement, l'accord de Cotonou prévoit les modalités de sa propre succession. En effet, en son article 95.4, il est indiqué que les négociations en vue d'un accord post Cotonou devraient commencer dès

For more than four decades, the question of development, or even the survival, of African, Caribbean and Pacific (ACP) States is governed by a partnership agreement between this Group of States and the European Union (EU). In fact, the relations between the ACP Group of States and the EU date back to 1975, with the signing of the first Lomé Convention. This arrangement concluded by Europe with its former colonies has been described as a « unique model for North-South cooperation » in view of its legally binding nature, its global scope including aid, trade and political cooperation, its common institutions, its co-management mechanism, and the creation of a specific financial instrument, the European Development Fund (EDF).

The ACP-EU cooperation, as implemented from 1975 to the present, has shown these limitations. Fortunately, the Cotonou Agreement provides for the modalities of its own succession. Indeed, its Article 95.4 states that negotiations for a post-Cotonou agreement should begin in the second half of 2018, being eighteen months from the February 2020 deadline. Is this an opportunity for the ACP to look to the future, or will it extend the past with the EU?



le deuxième semestre de l'année 2018, soit à dix-huit mois de l'échéance de février 2020. L'occasion est-elle donc donnée aux ACP de se tourner vers l'avenir ou s'agira-t-il de prolonger le passé avec l'UE ?

Il est important de souligner que du côté européen comme de celui des ACP, des divergences et réticences se sont manifestées quant à l'opportunité d'un accord post-Cotonou liant l'Europe aux trois blocs ACP. En effet, au début de ce processus post-Cotonou, nombreux sont les Etats qui ont estimé qu'il était temps de dépasser le cadre ACP-UE au regard du bilan mitigé du partenariat issu de l'accord de Cotonou.

Ces réticences se sont plus ouvertement manifestées du côté des dirigeants africains qui, au cours de leur sommet tenu à Nouakchott, en juillet 2018, ont réaffirmé l'importance de dépasser le cadre d'un accord Post-Cotonou entre l'UA et l'UE, qui menace l'Afrique en tant que continent uni. Déjà en mars 2018, leurs ministres des affaires étrangères, lors de leur 18^{ème} session extraordinaire tenue à Kigali, avaient décidé de négocier un cadre de coopération unique d'Union à Union, de continent à continent, indépendamment du cadre du groupe ACP-UE. Toutefois, ces positions ont évolué pour combler progressivement le fossé entre partisans et détracteurs d'un partenariat nouveau ACP-UE.

Aujourd'hui, les négociations entre le Groupe des Etats ACP et l'UE pour un accord post-Cotonou sont lancées. En effet, le lancement officiel des négociations post-Cotonou a eu lieu le 28 septembre 2018, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, entre le Prof. Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine du Togo, négociateur en chef du côté ACP et M. Neven Mimica, Commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, négociateur en chef de l'UE. Les deux parties ont convenu de la nécessité de moderniser davantage leurs relations. Lors du lancement officiel, M. Neven Mimica, a ainsi déclaré: « La révision de l'accord actuel est l'occasion de renforcer encore ce partenariat et de le moderniser pour prendre en compte les évolutions mondiales, telles que le programme des Nations Unies à l'horizon 2030 ou l'accord de Paris sur le climat ». De son côté, le Prof. Robert Dussey note que : « L'expiration de l'Accord de Cotonou en 2020 offre aux deux parties une occasion exceptionnelle de moderniser leurs relations de manière à ce qu'elles soient en phase avec les réalités actuelles et nouvelles ».

La problématique fondamentale autour de ces négociations reste donc de s'interroger sur la voie ou la stratégie à suivre afin que la coopération future ACP-UE serve réellement la cause du développement des Etats ACP.

It is important to underline that on both the European and ACP sides, there have been differences and reservations about the opportunity of a post-Cotonou agreement linking Europe to the three ACP blocs. Indeed, at the beginning of this post-Cotonou process, many states felt that it was time to move beyond the ACP-EU framework in view of the mixed record of the Cotonou Partnership.

These reluctances were more opened on the part of African leaders who, during their summit held in Nouakchott in July 2018, reaffirmed the importance of going beyond the framework of a post-Cotonou agreement between the AU and the EU, which threatens Africa as a united continent. Already in March 2018, their Foreign Ministers, at their 18th Extraordinary Session held in Kigali, decided to negotiate a single Union-to-Union cooperation framework, from continent to continent, regardless of the framework of the ACP-EU group. However, these positions have evolved to gradually bridge the gap between supporters and critics of a new ACP-EU partnership.

Today, negotiations between the Group of States of ACP and the EU for a post-Cotonou agreement are launched. Indeed, the official launching of the post-Cotonou negotiations took place on September 28, 2018, on the sidelines of the United Nations General Assembly in New York, between Prof. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of Togo, Chief Negotiator of the ACP side and Mr. Neven Mimica, European Commissioner for International Cooperation and Development, chief negotiator of the EU side. Both sides agreed on the need to further modernize their relations. At the official launching, Mr. Neven Mimica, said: «The revision of the current agreement is an opportunity to further strengthen this partnership and modernize it to take into account global developments, such as the UN program by 2030 or the Paris Agreement on Climate ». For his part, Prof. Robert Dussey, notes that: «The expiry of the Cotonou Agreement in 2020 offers both parties an exceptional opportunity to modernize their relations so that they are in tune with current and new realities.»

This phase of the post-Cotonou negotiations is therefore a crucial moment in the history of the ACP. It would be «now or never» to develop an ACP-EU partnership that is responsive to common interests and challenges.

An analysis of this objective of the ACP negotiating mandate underscores the ambition of the ACP states to transform the derogatory ACP concept into an engine of emergence by counting on their numerical strength and unity. Post-Cotonou is therefore calling for a paradigm shift, a new approach that will have to take the ACP countries off the road. It is therefore important for each ACP country to reflect on its national priorities and to ensure that they are taken into account in the new agreement. The ACP mandate and the EU's negotiating directives envisage an agreement taking into account the development challenges of

ACTUALITÉS

Le 18 octobre 2018, le Ministre togolais, Négociateur en chef du Groupe ACP et Monsieur Stéfano Manservisi, Directeur de la Coopération internationale et du développement de l'Union européenne, ont procédé à l'ouverture de la première session conjointe de négociations techniques sur le post-Cotonou. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre Dussey a rappelé que la vision des ACP dans ce futur accord est d'éradiquer la pauvreté. Il a souhaité que tout le processus enclenché soit guidé par la sagesse pratique de Paul Ricœur qui voudrait : « Toi-même comme pour les autres », appelant ainsi la future coopération ACP-UE au service de la cause du développement des Etats ACP. Les travaux ont été poursuivis par le Groupe Central de négociation au niveau des Ambassadeurs et les hauts fonctionnaires de l'Union européenne.

Le Professeur Robert Dussey a fait rapport sur les conclusions d'étape de cette première série de négociations à la 108^{ème} session du Conseil des ministres ACP qui s'est tenue à Bruxelles les 13 et 14 décembre 2018.

Le Conseil a félicité l'équipe de négociation pour le travail accompli qui a permis d'aboutir, dans un si court délai, à un consensus sur l'esquisse de la structure du prochain accord, sur sa durée qui sera de 20 ans au moins avec la possibilité de révisions périodiques si les parties le jugent nécessaire. Les deux parties se sont également accordées sur la nature du prochain accord de partenariat. Celui-ci sera un « accord unique, comportant un socle commun et trois protocoles régionaux (Afrique, Caraïbes et Pacifique) qui revêtiront ensemble un caractère juridiquement contraignant ».

Il faut dire que contrairement aux directives de négociation de l'Union européenne, le mandat ACP n'avait pas prévu de protocoles régionaux. Pour arriver à un compromis, la 108^{ème} session du Conseil des ministres faisant sienne la nécessité pour les parties de faire preuve de souplesse et de flexibilité dans leur approche, a dû prendre une décision pour réviser le mandat ACP en ce sens. Il s'agit d'une concession de taille qui mérite d'être saluée.

A la suite du Conseil, s'est tenue, le 14 décembre 2018, la deuxième réunion des négociateurs en Chef qui, tout en se félicitant du progrès réalisé lors du premier cycle de négociation, ont noté que le travail qui reste à accomplir est colossal. A l'issue de leur rencontre, ils ont convenu que le deuxième cycle de négociation commencera en janvier 2019 et portera sur la rédaction, article par article, de l'accord. Des consultations informelles en vue des négociations sur les protocoles régionaux débiteront en février. Au mois de mars 2019, les négociateurs en chef tiendront leur troisième réunion au Tchad pour évaluer les conclusions du deuxième cycle de négociation. ↘

the 21st century such as the economy, trade, industry, technology, peace and security, democracy, environment, political dialogue, migration, women's empowerment, human rights, etc.

The fundamental problematic around these negotiations therefore remains to question the way or the strategy to be followed so that the future ACP-EU cooperation really serves the cause of the development of the ACP States.

On 18th October 2018, the Togolese Minister, Chief Negotiator of the ACP Group and Mr. Stéfano Manservisi, Director of International Cooperation and Development of the European Union, opened the first joint session of technical negotiations on the post-Cotonou. In his opening address, Minister Dussey recalled that the vision of the ACP in this future agreement is to eradicate poverty. He hoped that the whole process would be guided by the practical wisdom of Paul Ricœur who would like: «Youself, as for others», calling for future ACP-EU cooperation to serve the development cause of the ACP States. The work was continued by the Central Negotiating Group at the level of Ambassadors and senior officials of the European Union.

Professor Robert Dussey reported on the milestone conclusions of this first round of negotiations at the 108th Session of the ACP Council of Ministers held in Brussels on 13th and 14th December 2018.

The Council congratulated the negotiating team for the work accomplished, which led to a consensus on the outline of the structure of the next agreement, over a period of at least 20 years, within such a short period of time with the possibility of periodic revisions if the parties deem it necessary. The two sides also agreed on the nature of the next partnership agreement. This will be a «single agreement, with a common core and three regional protocols (Africa, Caribbean and Pacific) that will be legally binding».

It must be said that contrary to the EU's negotiating directives, the ACP mandate did not provide for regional protocols. In order to reach a compromise, the 108th session of the Council of Ministers, recognizing the need for the parties to be flexible and flexible in their approach, had to take a decision to revise the ACP mandate in this direction. This is a major concession that deserves to be commended.

Following the Council, on December 14, 2018, the second meeting of Chief Negotiators was held, which, while welcoming the progress made in the first round of negotiations, noted that the work that remains to be fulfilled is colossal. At the end of their meeting, they agreed that the second round of negotiations will begin in January 2019 and will focus on the article-by-article drafting of the agreement. Informal consultations for negotiations on the regional protocols will begin in February. In March 2019, Chief Negotiators will hold their third meeting in Chad to assess the outcome of the second round of negotiations. ↘



XI^{ÈME} CONFERENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ : LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT ET LEÇONS POUR L'AFRIQUE

XITH CONFERENCE OF THE DIPLOMATIC CLUB OF LOME: THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST AND LESSONS FOR AFRICA

Par la Rédaction de *Diplomag*
By the *Diplomag* editing team

Le 22 octobre 2018, s'est tenue à l'Hôtel Sarakawa, la 11^{ème} conférence du Club diplomatique de Lomé (CDL) sur le thème : « la situation au Moyen-Orient et leçons pour l'Afrique ».

L'orateur du jour était S.E.M. ROEY Gilad, Directeur du département des renseignements au Ministère israélien des affaires étrangères.

Devant un parterre d'invités de haute marque, S.E.M. ROEY a présenté les quatre axes ou blocs en présence au Moyen-Orient et les conflits entre eux et démontré les dénominateurs communs qui existent, à ses yeux, entre le Moyen-Orient et l'Afrique avant de suggérer des approches de solutions.

• **QUATRE AXES / BLOCS AU MOYEN-ORIENT ACTUEL**
Il existe actuellement quatre principaux acteurs politiques au Moyen-Orient, à l'exclusion d'Israël.

Le premier, et jusqu'à présent le plus puissant, est l'axe irano-chiite. Cet axe s'étend de l'Iran à l'est, à travers l'Irak, la Syrie, le Liban et une représentation dans la bande de Gaza (Jihad islamique palestinien). À part le dernier, l'Iran s'appuie fortement sur les communautés chiïtes locales dans toutes les autres régions.

Le second est le bloc sunnite modéré. Ce bloc comprend l'Égypte, l'Arabie saoudite (ces deux pays sont considérés comme les dirigeants de ce bloc), la Jordanie, l'Autorité palestinienne, les Émirats Arabes Unis et le reste des États du Golfe, à l'exception du Qatar.

On October 22, 2018, the 11th Conference of the Diplomatic Club of Lomé (CDL) was held at Hotel Sarakawa on the theme: «The situation in the Middle East and lessons for Africa».

The speaker of the day was H.E. Mr. ROEY Gilad, Director of the Intelligence Department at the Israeli Ministry of Foreign Affairs.

Before an audience of prestigious guests, H.E.Mr. ROEY presented the four axes or blocks in the Middle East and the conflicts between them and demonstrated the common denominators that exist, according to him, between the Middle East and Africa before suggesting possible solutions.

• **FOUR AXES / BLOCS IN THE CURRENT MIDDLE EAST**
There are currently four main political actors in the Middle East, excluding Israel.

The first, and so far the most powerful, is the Iran-Shiite axis. This axis extends from Iran to the east, through Iraq, Syria, Lebanon and a representation in the Gaza Strip (Palestinian Islamic Jihad). Apart from the latter, Iran relies heavily on local Shiite communities in all other regions.

The second is the moderate Sunni block. This block includes Egypt, Saudi Arabia (these two countries are considered leaders of this block), Jordan, the Palestinian Authority, the United Arab Emirates and the rest of the Gulf States, with the exception of Qatar.

The third is the radical Sunni block. This block includes Turkey, Qatar, Sudan and Hamas (in the Gaza Strip). It identifies with the

ACTUALITÉS

Le **troisième** est le bloc radical sunnite. Ce bloc comprend la Turquie, le Qatar, le Soudan et le Hamas (dans la bande de Gaza). Il s'identifie aux Frères musulmans, un mouvement idéologique égyptien qui s'est établi au Caire en 1929 et qui est désormais interdit en Égypte.

Le **quatrième** est l'Acteur Non Etatique Radical Sunnite – Al-Qaeda et « l'État islamique en Syrie et au Levant » (ISIL). Ce groupe, qui n'est pas un axe cependant, est presque vaincu au Moyen-Orient. Suite à cette défaite, il a entrepris une tentative d'infiltration en Afrique.

• CONFLITS ENTRE CES AXES / BLOCS

Il existe actuellement deux conflits principaux entre ces groupes qui font planer une ombre sur le Moyen-Orient. Le premier oppose l'axe chiite au bloc sunnite modéré. Le second se situe entre le bloc modéré sunnite et le bloc radical sunnite.

Le conflit entre l'axe chiite et le bloc modéré sunnite se déroule à différents endroits du Moyen-Orient : en Syrie (où les sunnites ont été battus), au Liban, en Irak et sur le front le plus actif, le Yémen.

Le conflit entre le groupe sunnite modéré et le groupe sunnite radical se déroule dans le golfe persique (arabe) entre l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis d'un côté et le Qatar de l'autre. Un autre front se trouve dans la Corne de l'Afrique, où l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Égypte rivalisent avec le Qatar, la Turquie et le Soudan pour tenter de renforcer leur influence.

• DÉNOMINATEURS COMMUNS ENTRE LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE

La terreur s'appuie toujours sur un agenda idéologique, généralement l'islam radical. Cependant, certaines « zones » sont encore plus « en proie » au terrorisme. Parmi les conditions qui contribuent à la propagation de la terreur, on peut citer la présence d'Etats défaillants, la faiblesse du gouvernement central, le manque de cohésion sociale entre le centre et la périphérie et, par-dessus tout, la frustration économique. Tous ces éléments se retrouvent au Moyen-Orient et en Afrique.

• ALORS, QUE PEUT-ON FAIRE ?

L'Afrique peut tirer certaines leçons de l'expérience israélienne en matière de lutte contre le terrorisme. Premièrement, une approche holistique associant « le bâton et carotte ». Deuxièmement, il y a la détermination : la guerre contre le terrorisme est toujours plus longue qu'une guerre conventionnelle. Troisièmement, la dissuasion. On peut tout de même se demander si elle agit réellement contre le terrorisme. La quatrième est une tentative de construire une unité nationale. La cinquième est une tentative de créer des partenariats dans la lutte contre le terrorisme comme par exemple le G5 au Sahel ou AMISOM en Somalie. ↘

Muslim Brotherhood, an Egyptian ideological movement that was established in Cairo in 1929 and which is now banned in Egypt.

The fourth is the Sunni Radical Non-State Actor - Al-Qaeda and the «Islamic State in Syria and the Levant» (ISIL). This group, which is not an axis however, is almost defeated in the Middle East. Further to this defeat, it embarked on an attempt to infiltrate Africa.

• CONFLICTS BETWEEN THESE AXES / BLOCKS

There are currently two main conflicts between these groups that cast a shadow over the Middle East. The first opposes the Shiite axis to the moderate Sunni block. The second is between the moderate Sunni block and the radical Sunni block.

The conflict between the Shiite axis and the Sunni moderate block is taking place in various parts of the Middle East: in Syria (where Sunnis were beaten), in Lebanon, in Iraq and on the most active front, Yemen.

The conflict between the moderate Sunni group and the radical Sunni group takes place in the Persian Gulf (Arab) between Saudi Arabia and the United Arab Emirates on one side and Qatar on the other. Another front is in the Horn of Africa, where Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Egypt are competing with Qatar, Turkey and Sudan to try to strengthen their influence.

• COMMON DENOMINATORS BETWEEN THE MIDDLE EAST AND AFRICA BOTH OF WHICH MAKE THEM «PREY TO TERRORISM»

Terror is always based on an ideological agenda, usually radical Islam. However, some «zones» are even more «prey» to terrorism. Conditions that contribute to the spread of terror include the presence of failed states, the weakness of the central government, the lack of social cohesion between the center and the periphery and, above all, economic frustration. All of these elements are found in the Middle East and Africa.

• SO WHAT CAN BE DONE?



Africa can learn some lessons from the Israeli experience in the fight against terrorism. First, a global approach combining «stick and carrot». Secondly, there is determination: the war against terrorism is always longer than a conventional war. Third, deterrence. One can nevertheless wonder if it really acts against terrorism. The fourth is an attempt to build a national unity. The fifth is an attempt to create partnerships in the fight against terrorism such as the G5 in the Sahel or AMISOM in Somalia. ↘

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com

  Asky Airlines



The Pan African Airline



REPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET
DE L'INTRÉGRATION AFRICAINE

2019

Meilleurs Vœux

